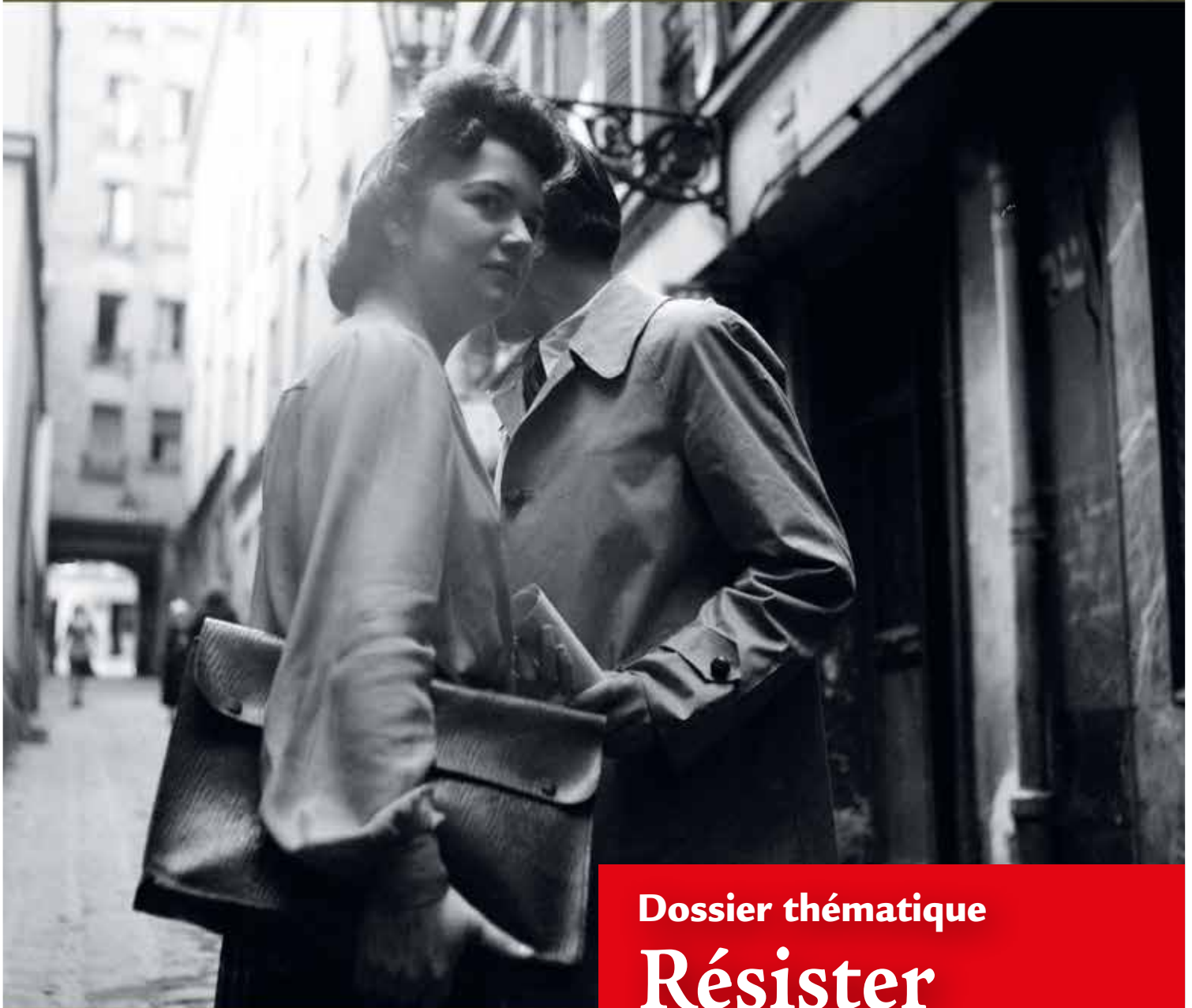


La Lettre

de la Fondation de la Résistance

*Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 91 – décembre 2017 – 5,50 €*



Dossier thématique

**Résister
au quotidien**

Histoire d'objets de la Résistance

Cette rubrique de *La Lettre* présente, chaque trimestre, l'histoire d'un objet emblématique de la Résistance. Elle montre comment ces objets ont marqué durablement l'histoire et la mémoire de la Résistance. Les lecteurs peuvent retrouver d'autres objets de la Résistance commentés de la sorte grâce au musée de la Résistance en ligne www.museedelaresistanceenligne.org

Caches et camouflages de la Résistance

Les règles du combat clandestin imposent aux résistants de devoir dissimuler objets et documents compromettants en cas de perquisition et d'arrestation : matériels d'impression, postes radios, armes, tracts et journaux, codes secrets, messages... L'ingéniosité des résistants est sans limite. Ils utilisent tantôt des caches offertes par leur environnement familial, tantôt des « objets-caches » parfois très sophistiqués.

Les caches offertes par l'environnement quotidien

Les logements fournissent en la matière de nombreuses opportunités aux résistants.

Ainsi, l'abbé Robert Beauvais, agent du réseau d'évasion Comète, utilise une cachette insolite pour garder secrètes des informations sur les aviateurs qu'il aidait : l'intérieur d'un interrupteur électrique de son appartement parisien. Les interrupteurs des années 1940 comportaient un couvercle métallique dont la face interne était isolée par un anneau de carton compressé. C'est sur ce support qu'il inscrivait les noms et adresses des aviateurs alliés abattus en territoire ennemi pris en charge par son réseau, informations indispensables pour conserver une liaison avec leurs unités de combat mais présentant aussi un risque important si elles venaient à tomber dans des mains ennemies⁽¹⁾.

Autre exemple, le 4 juin 1944, Monique Rollin et Michel Berstein s'apprentent à rejoindre le maquis en Seine-et-Oise. Mais avant de quitter leur appartement du 71, rue de la Victoire à Paris où ils ont installé l'atelier de faux papiers du mouvement Défense de la France, ils utilisent toutes les caches déjà aménagées pour faire disparaître leurs productions de faussaire et ne pas laisser de traces. « *Sous les lames de parquet, derrière les plinthes, [ils dissimulent] les matrices, les zincs et les cuivres gravés, et les feuilles de caoutchouc* »⁽²⁾.

Les locaux professionnels, en plus de fournir une couverture pour les résistants, notamment comme lieux de rendez-vous, se révèlent également des caches idéales.

Début 1943, pour améliorer la qualité et le tirage de son journal, le mouvement Défense de la France acquiert des machines professionnelles dont une presse de la marque Teisch. En juillet 1943, cette presse encombrante est installée dans le local des expéditions des établissements Lardodière à Auberwillers. En dehors des temps de tirage, cette presse est camouflée sous une énorme caisse d'expédition manœuvrée grâce à un système de poulies⁽³⁾, sans que les Allemands qui contrôlent cette usine ne s'en aperçoivent.

De leur côté, les archives du Conseil national de la Résistance sont cachées chez Bloud et Gay,

l'éditeur du journal *L'Aube*⁽⁴⁾, rue Garancière à Paris, entre les pages de milliers de livres.

Les secrets bien gardés des agents de liaison

Éléments essentiels pour la communication au sein d'une organisation de résistance, les agents de liaison parcourent des dizaines de kilomètres à pied, à bicyclette, et par les transports en commun. En plus des messages oraux, ils transportent des courriers contenant instructions, consignes d'action, renseignements et rendez-vous. Bien que ces messages soient codés, ils signent leur culpabilité en cas de découverte. C'est pourquoi, les agents de liaison, très exposés lors de leurs déplacements incessants, prennent l'habitude de dissimuler leurs messages dans les recoins insoupçonnés de leurs bicyclettes : intérieur des tubes du guidon ou de la tige de selle, pompe, etc. D'autres dissimulent leurs messages dans des caches confectionnées dans leurs vêtements ou des accessoires comme c'est le cas de Raymonde Lantheaume, agent de liaison drômoise, qui a pratiqué dans sa ceinture⁽⁵⁾ une cachette où elle glisse ses messages.



Sac à double paroi de Lise Ricol-London.

Musée de la Résistance nationale / Photo Didier Rullier

Plus extraordinaire encore est le sac à double paroi utilisé par Lise Ricol-London⁽⁶⁾ pour dissimuler les documents clandestins (tracts, journaux, messages...) lors de leur transport. Réalisé par Nelly Schweid, qui a une formation en reliure, ce sac à système très élaboré parvient à déjouer la sagacité de la police. Arrêtée le 12 août 1942, Lise Ricol-London est transférée au dépôt après huit jours d'interrogatoire à la préfecture de police de Paris. Elle parvient alors à détruire subrepticement les documents compromettants qui s'y trouvaient lorsque son sac à main lui fut restitué.

Les « objets-caches » sophistiqués des agents de la France libre

Traqués par les services de contre-espionnage allemands, les agents envoyés de Londres sont souvent équipés de matériel assez sophistiqué pour cacher leurs secrets.



Fausse bobine de fil dans laquelle Alain Grout de Beaufort, compagnon de la Libération, dissimulait des clés de codage imprimées sur soie.

Musée de l'Ordre de la Libération-Paris / Photo Jessica Redouane

Fin 1943, de retour d'Angleterre, François Delimal⁽⁷⁾, membre du Bureau des Opérations Aériennes (BOA), organise les parachutages dans les départements de la Haute Marne, de la Marne, de la Côte d'Or et de Haute Saône où il doit trouver les terrains nécessaires et mettre en place des comités de réception. Très souvent en déplacement pour ses missions, le corps creux d'un crayon à papier fourni par les Britanniques (voir reproduction p. II) lui permet de cacher des messages et de passer sans encombre les contrôles.

Comme François Delimal, Alain Grout de Beaufort⁽⁷⁾ est responsable au sein du BOA. Comme lui à partir d'avril 1943, il cherche des terrains d'atterrissage et de parachutage en France pouvant recevoir des armes et du matériel pour la Résistance notamment en région R 6 (Clermont-Ferrand), en région parisienne, dans la Nièvre et dans l'Yonne. Avant de transmettre à Londres par liaisons radios clandestines les informations sur les terrains homologués, Alain Grout de Beaufort, doit les crypter afin qu'elles demeurent illisibles pour l'ennemi. Il utilise pour cela un mouchoir de soie appelé *one pad time* sur lequel sont imprimés des clés de cryptage. Chaque ligne de chiffres est une clé à usage unique qui n'est connue que des deux correspondants et doit être détruite après l'émission. Il était vital de protéger au maximum ces précieux codes. C'est la raison pour laquelle ils étaient dissimulés dans la cavité de cette bobine de fil factice conçue par les services britanniques qui n'hésiterent pas, preuve de leur humour, à utiliser une étiquette d'origine allemande⁽⁸⁾ pour parfaire le camouflage. ●

Frantz Malassis

(1) Voir *Icare. Revue de l'aviation française* n° 151, « Aviateurs et résistants », tome 4, 1995, pp. 84 à 90.

(2) Michel Bernstein, *Fragments et notules sans grande importance. 1944-1945*, hors commerce, 1995, p. 9.

(3) Cf. www.museedelaresistanceenligne.org/musee/doc/album_photo/2584.jpg.

(4) Journal dans lequel Georges Bidault, président du CNR, travaillait avant-guerre. Cf. René Hostache, *Le Conseil national de la Résistance*, Paris, PUF, 1958.

(5) Cf. www.museedelaresistanceenligne.org/media226-Raymonde-Lantheaume-et-sa-ceinture-cachette.

(6) Xavier Aumage et Julie Baffet, *Mémoires d'objets*.

Histoires de résistants, Rennes, éd. Ouest France, 2016, p. 28.

(7) Voir sa biographie en ligne sur le site Internet du musée de l'Ordre de la Libération www.ordredelaliberation.fr

(8) « Schutz. marke Bester Glacé handzwirn 50 meter ».

En couverture : Échange de documents entre deux résistants. Même si cette photographie, prise par Robert Doisneau à l'automne 1944-printemps 1945, est une reconstitution, elle illustre parfaitement l'atmosphère et la tension permanente dans laquelle vivaient les résistants au cours de leurs activités quotidiennes. Photo Robert Doisneau / atelier Robert Doisneau.



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

Résister au quotidien

- La vie quotidienne des résistants p. I à IV
Par Fabrice Grenard
- La vie de ceux qui aident les maquis p. VI
Par Fabrice Grenard
- Les règles de sécurité dans la clandestinité p. VII
Par Fabrice Grenard
- Devenir résistant en zone Nord et en zone Sud en 1940-1941 p. VIII
Par Fabrice Grenard

Histoire d'objets de la Résistance.....p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance

- Activités du département recherche et pédagogie..... p.4 et 6
- Activités du département AERI p. 6
- Activités du département documentation et publications p. 7
- Entretien avec Fabrice Grenard p. 8

Les activités de l'Association des amis de la Fondation de la Résistance..... p. 5

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droits de certaines photographies. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur: Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone: 01 47 05 73 69
Télécopie: 01 53 59 95 85
Site internet: www.fondationresistance.org
Courriel: fondresistance@sfr.fr
Directeur de la publication: Gilles Pierre Levy, Président de la Fondation de la Résistance.
Rédacteur en chef: Frantz Malassis
Comité de rédaction: Fabrice Bourrée, Paulina Brault, Fabrice Grenard, Frantz Malassis, Jean Novosseloff, Hélène Staes
Fichier des abonnés: Amélia Polonia-Vaz
Maquette et impression: humancom, 2 bd du général de Gaulle 92120 Montrouge.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an: 20 €. n° 91: 5,50 €
Commission paritaire n° 1120A07588 - ISSN 1263-5707
Dépôt légal: décembre 2017
Ce numéro comporte, sur l'ensemble du tirage, un encart jeté *Les Cahiers de la Fondation de la Résistance*.

Monument Jean Moulin, dit le glaive brisé à Chartres. Œuvre conçue et réalisée par le sculpteur Marcel Courbier (DR)

Depuis plusieurs années, la Fondation de la Résistance s'est rapprochée de nombreuses institutions afin de démultiplier ses capacités d'action tant dans le domaine de la recherche fondamentale, de la pédagogie, de la formation civique que de la préservation du patrimoine physique de la Résistance. Signes tangibles de ces rapprochements, des conventions de partenariat sont en cours avec le ministère de l'Éducation nationale, le ministère de la Culture (direction des Archives de France et Bibliothèque nationale de France), le ministère de la Défense dont l'actuelle Direction des Patrimoines, de la Mémoire et des Archives (DPMA) mais aussi l'Établissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense (ECPAD). En juin dernier, nous avons signé une convention avec l'Ordre de la Libération tandis que nous sommes en train de finaliser un partenariat avec le Service historique de la Défense qui débouchera en 2018 sur une journée d'études et la publication d'un livre.



Le mot du Président

Le souvenir de la Résistance française est très ancré localement. De nombreux musées, associations et centres d'archives font vivre en la transmettant cette histoire si singulière. La vitalité de ce souvenir se matérialise également dans le foisonnement de plaques, stèles, monuments et noms de rues faisant l'objet au cours de l'année de manifestations très suivies. La vitalité du Concours national de la Résistance et de la Déportation ne se dément pas d'année en année la raison étant son fort enracinement à l'échelon local. Depuis plus de 20 ans, la Fondation de la Résistance a noué des contacts avec les partenaires qui, en province, agissent pour faire connaître l'histoire et la mémoire de la Résistance française au plus large public. Je souhaite aujourd'hui que ses relations se développent et se renforcent dans le cadre d'une dynamique commune.

Alors que diminuent certaines sources de financements, beaucoup de nos actions ne pourraient voir le jour sans ces partenariats et sans la passion qui anime tous les membres de l'équipe de la Fondation de la Résistance. Comme moi, ils sentent bien la dette que nous avons à l'égard de ces femmes et hommes courageux qui refusèrent l'inacceptable et s'engagèrent à corps perdu dans cette «aventure incertaine». Aujourd'hui, cette génération des acteurs de la Résistance disparaît peu à peu. Récemment, encore, Fred Moore nous quittait. Engagé dès juin 1940 au sein des Forces Françaises Libres, jeune officier, il sert dans les troupes du Levant. Il participe ensuite à toutes les campagnes du 1^{er} Régiment de Marche de Spahis combattant en Égypte, en Libye et en Tunisie. En 1943, Fred Moore intègre la 2^e DB et participe à la bataille de Normandie, à la libération de Paris, à la campagne des Vosges, à la campagne d'Alsace. En avril 1945, il prend part aux opérations sur le front de La Rochelle avant de faire route sur l'Allemagne où ont lieu les derniers combats. Je tiens ici à saluer solennellement la mémoire de ce compagnon de la Libération qui a représenté l'Ordre de la Libération au sein de notre conseil d'administration.

C'est précisément pour perpétuer l'histoire, la mémoire mais aussi le patrimoine physique et moral de la Résistance française au-delà de leur propre existence qu'en 1993 des résistants de tous horizons ont créé cette structure à vocation pérenne qu'est la Fondation de la Résistance. Dans le domaine de la conservation du patrimoine matériel de la Résistance, on peut dire que le bilan de la campagne nationale de sauvegarde des archives de la Résistance et de la Déportation n'est pas mince. Peu visible, cette action, menée en partenariat avec le ministère de la Culture, le ministère de la Défense et la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, a permis de rendre accessible à la communauté scientifique de nombreux fonds détenus jusqu'alors en mains privées. Dans un autre registre, la sauvegarde par la Fondation des drapeaux d'associations issues de la Résistance et de la Déportation au moment de leur dissolution contribue également à préserver l'héritage de ces organisations qui ont porté pendant très longtemps la mémoire de cette période. La présentation de ces drapeaux associatifs sous l'Arc de Triomphe lors de la journée nationale de la Résistance chaque 27 mai a pour nous valeur de symbole fort. ●

*Au nom de la Fondation de la Résistance,
je vous présente mes vœux très
chaleureux pour l'année 2018.*

G. Levy

Gilles Pierre LEVY

Président de la Fondation de la Résistance



Activités du département recherche et pédagogie

Formations et conférences sur l'enseignement de la Résistance et le CNRD

Durant le dernier trimestre de l'année 2017, Fabrice Grenard, directeur historique de la Fondation de la Résistance, et Hélène Staes, responsable des activités pédagogiques de la Fondation, ont participé à de nombreux événements autour de l'enseignement de la Résistance.

Promouvoir le CNRD

La brochure pédagogique⁽¹⁾ du Concours national de la Résistance et de la Déportation de la session 2017-2018, sur le thème « S'engager pour libérer la France », a été portée cette année par la Fondation de la France libre. Envoyée dans le courant du mois d'octobre aux établissements scolaires métropolitains, ultramarins et aux établissements français à l'étranger, elle est également consultable en ligne sous la forme d'une brochure numérique interactive⁽²⁾. Ce document indispensable pour les enseignants et les candidats est le fruit du travail d'un large comité de rédaction, présidé par Tristan Lecoq, IGEN et président du jury national des correcteurs du CNRD. Sous la coordination de Sylvain Cornil-Ferrot, responsable des recherches historiques de la Fondation de la France libre, de nombreux partenaires (fondations, historiens, musées et centres d'archives, etc.) ont écrit des articles et ont fourni des documents parfois inédits. Toute l'équipe de la Fondation de la Résistance a pris une part active à la conception de la brochure imprimée et numérique et va participer à sa diffusion. Par ailleurs, une exposition consacrée au thème du

CNRD est consultable sur le site du Musée de la Résistance en ligne⁽³⁾.

Rencontrer les enseignants

Présenter le thème et les ressources du CNRD, faire connaître l'ouvrage transmédia *Enseigner la Résistance* (Canopé Éditions) et réfléchir aux enjeux de l'enseignement de la Seconde Guerre mondiale ont motivé de nombreuses réunions tant en province qu'à Paris.

Le 3 octobre 2017, à l'invitation du Mémorial de Caen, une journée de formation sur le thème « Enseigner la Résistance » a été organisée à l'échelle de la région académique Normandie. Grâce aux efforts conjugués de Isabelle Bournier et Emmanuel Thiébot du service culturel et pédagogique du Mémorial de Caen, de Anne Boucker (ac. de Caen), et de Guillaume Jacono (ac. de Rouen) tous deux IA-IPR d'histoire-géographie référent mémoire et citoyenneté, et de la directrice territoriale Canopé Normandie Caroline Veltcheff, plus de cent enseignants d'histoire-géographie, de lettres et de documentation ont été réunis. Après avoir présenté l'ouvrage *Enseigner la Résistance*, Tristan Lecoq et Julien Blanc ont fait le point sur le thème du CNRD « S'engager pour libérer la France ».



Sylvain Cornil-Ferrot et Hélène Staes ont présenté les ressources en ligne. Cette journée a été suivie des « Rendez-vous de l'Histoire » de Blois qui se sont tenus du 6 au 8 octobre 2017 (voir encadré).

Le 18 octobre 2017, une rencontre inter-académique Paris-Créteil-Versailles autour du thème du CNRD a été organisée par les IA-IPR d'histoire-géographie référents mémoire et citoyenneté au lycée Henri IV devant plus d'une centaine d'enseignants. Tristan Lecoq et Sébastien Albertelli ont présenté

les contenus scientifiques. De leur côté, Sylvain Cornil-Ferrot et Hélène Staes ont mis en valeur les ressources et les partenaires. À cette même date, Fabrice Grenard a présenté à des enseignants du secondaire le thème et les ressources du CNRD à l'invitation de Xavier Laurent, directeur des Archives départementales du Cher à Bourges.

Sophie Fouace, directrice territoriale Canopé Provence-Alpes-Côte d'Azur, a invité Tristan Lecoq, Jean-Marie Guillon et Hélène Staes à présenter l'ouvrage *Enseigner la Résistance* à l'atelier Canopé Marseille le 8 novembre 2017 aux enseignants de la région académique Aix-Marseille, avec le concours des IA-IPR Gérald Attali (ac. d'Aix-Marseille) et Jean-Marc Noaille (ac. de Nice).

Fabrice Grenard a, en cette fin de trimestre, multiplié les déplacements en régions: participation le 8 novembre à une journée d'études à l'ESPÉ de Bonneville (Haute-Savoie) sur le thème « Comment parler de la Seconde Guerre mondiale et de la Résistance aux enfants du primaire? », présentation le 22 novembre des contenus scientifiques du thème du CNRD à l'ESPÉ de Bonneville, participation aux rencontres organisées par le Centre d'études et de recherches de Vichy les 24 et 25 novembre qui a pour objectif « d'ouvrir au plus grand nombre la connaissance scientifique sur la France de 1939-1945 ». ●

Hélène Staes

La Fondation de la Résistance aux « Rendez-vous de l'Histoire » de Blois

La 20^e édition des « Rendez-vous de l'Histoire » de Blois était consacrée au thème « Euréka. Inventer, découvrir, innover ». Ce festival d'histoire attire chaque année plusieurs dizaines de milliers de visiteurs venus de toute la France et bénéficie d'une importante couverture médiatique.

Comme chaque année, la présence de la Fondation au salon du livre d'histoire a été l'occasion de présenter au public les différentes publications (livres, revues, brochures pédagogiques, CD-roms et DVD-roms) édités par la Fondation et l'association des Amis de la Fondation de la Résistance (MER). À l'honneur cette année, le hors-série paru en 2017 *Les Cahiers de la Fondation de la Résistance* n° 1 qui rassemble les dossiers thématiques de *La Lettre de la Fondation de la Résistance* publiés entre 2013 et 2016.

La Fondation était également présente lors de deux événements très attendus par le public. Le samedi 7 octobre 2017, lors de la table ronde organisée par l'Association des professeurs d'histoire-géographie (APHG) sur le thème du CNRD, Fabrice

Grenard a présenté des contenus scientifiques aux côtés d'Aleth Briat, de Tristan Lecoq, du colonel Robédard, ancien combattant de la 1^{re} DFL, et de Gilles Vergnon.

Le dimanche 8 octobre 2017, le débat organisé traditionnellement par la Fondation portait sur les actes du colloque *Pierre Sudreau, 1919-2012 Engagé, technocrate, homme d'influence*⁽⁴⁾. Modéré par Antoine Prost, président du Comité historique et pédagogique de la Fondation, il a permis des échanges entre le public, Claire Andrieu (professeur à Sciences Po Paris) et Michel Margairaz (professeur à l'université Paris 1 Paris-Sorbonne)⁽⁵⁾. ●



Photo Fabrice Bournier

(1) « S'engager pour libérer la France. Dossier pédagogique préparatoire ». *Revue de la Fondation de la France libre*, n° 65, septembre 2017. Pour obtenir la brochure papier, contacter la Fondation de la France libre par le formulaire « Contact » de son site.

(2) Consultable depuis le site de la France libre : www.france-libre.net, onglet « Espace pédagogique », puis « Préparer le Concours national de la Résistance et de la Déportation ».

(3) « S'engager pour libérer la France » (CNRD 2017-2018) www.museedelaresistanceenligne.org

(4) Co-dirigé par Claire Andrieu et Michel Margairaz (Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017).

(5) Ces deux événements sont consultables en vidéo sur le site internet des Rendez-vous : www.rdv-histoire.com/edition2017

Résister au quotidien

Ce dossier est une façon concrète d'aborder l'histoire des résistants en étudiant les conditions matérielles de leurs engagements et les changements de comportements que cela induisait pour eux.

La vie quotidienne des résistants

Par Fabrice Grenard

L'engagement résistant sous l'Occupation allemande a eu des conséquences importantes sur la vie de ceux qui, en faisant le choix de résister, devaient accepter de vivre dans l'illégalité. La crainte que leurs activités ne soient découvertes, que la police française ou allemande ne viennent les arrêter, amenèrent les résistants à changer leurs habitudes quotidiennes et à s'entourer de précautions nouvelles. Mais contrairement à certains stéréotypes qui ont pu s'imposer dans la mémoire collective, tous les résistants n'ont pas connu l'expérience de la clandestinité ni abandonné du jour au lendemain leur famille et leur profession pour se livrer à leurs activités dissidentes. En réalité, la vie quotidienne des résistants a pu connaître des formes très diverses, variant considérablement selon les situations et les périodes ⁽¹⁾.

Les premières actions résistantes n'entraînent pas un basculement immédiat dans la clandestinité

Les « pionniers » de la Résistance, dont l'engagement se développe dès les premiers mois de l'Occupation allemande, entre l'été 1940 et le début 1941, font le choix de la transgression et de l'illégalité, en refusant les conditions de l'armistice. Ils ne plongent toutefois pas forcément dans la clandestinité et leur existence matérielle et quotidienne ne se trouve donc pas toujours transformée par leur engagement. Les premiers résistants sont d'ailleurs souvent des personnes bien insérées socialement, dont les professions et le statut (écrivains, universitaires, officiers, représentants de commerce...) ne les préparaient nullement à une vie clandestine. Le plus souvent, ils développent même leurs activités résistantes (réunions, fabrications de tracts puis de journaux clandestins) sur leur lieu de travail. L'absence d'organisation structurée au cours de cette période où il fallait tout inventer ne permettait d'ailleurs pas aux premiers résistants de bénéficier de l'aide et de la prise en charge nécessaire à une vie clandestine. Conserver sa profession, son adresse, son identité (indispensable pour recevoir des cartes d'alimentation par exemple) était la seule façon de développer des activités résistantes tout en possédant une couverture efficace et la possibilité de continuer à subvenir à ses besoins. Le petit groupe qui se forme dès l'été 1940 au musée de l'Homme autour de la bibliothécaire Yvonne



Photo Robert Doisneau, Ateliers Robert Doisneau

Échange de documents entre deux résistants.

Même si cette photographie, prise par Robert Doisneau est une reconstitution, elle illustre parfaitement l'atmosphère et la tension permanente dans laquelle vivaient les résistants au cours de leurs activités quotidiennes.

Oddon et de deux linguistes fraîchement naturalisés, Boris Vildé (voir p.VIII) et Anatole Lewitsky, tire ses premiers tracts et la première édition du journal *Résistance* sur une ronéo qui se trouve dans une cave du palais de Chaillot. Certains des fondateurs des premiers mouvements tentent de tirer parti des avantages que leur offre leur profession pour faciliter leurs déplacements et étendre les contacts leur permettant de développer leur organisation. À l'automne 1940, le capitaine Henri Frenay, en poste à la garnison de Marseille, trouve dans son entourage d'officiers les premières recrues du Mouvement de Libération nationale qu'il vient de fonder, sans jamais cacher son identité ni la teneur de ses activités. Évoquant dans ses mémoires cette période particulière de la naissance de son mouvement, Frenay confessera avoir « travaillé imprudemment », ne mesurant pas toujours les risques qu'il prenait et la possibilité d'être arrêté⁽²⁾. Professeur de droit à l'université de Lyon, François de Menthon (voir p.VIII) profite de ses relations professionnelles et de ses déplacements dans différentes universités de la

SOMMAIRE

- La vie quotidienne des résistants..... p. I à V
Par Fabrice Grenard
- La vie de ceux qui aident le maquis p. VI
Par Fabrice Grenard
- Les règles de sécurité dans la clandestinité p. VII
Par Fabrice Grenard
- Devenir résistant en zone Nord et en zone Sud en 1940-1941 p. VIII
Par Fabrice Grenard

zone Sud pour recruter les responsables régionaux du mouvement Liberté qu'il fonde à Annecy à la fin de l'année 1940. Ingénieur commercial dans une entreprise de tissage, Jean-Pierre Levy se déplace régulièrement, ce qui lui permet de diffuser le journal *Le Franc-Tireur*, créé à Lyon, dans de nombreuses villes de la zone Sud, où chaque passage est l'occasion de tisser un réseau.

Les communistes, rompus à la clandestinité

Les premiers à faire l'expérience d'une clandestinité totale sont les militants communistes. Actifs dès l'automne 1940, ils diffusent des tracts et des publications clandestines dénonçant le régime de Vichy et l'exploitation de la France par l'Allemagne mais refusent depuis la signature du pacte germano-soviétique la logique d'une guerre qualifiée « d'impérialiste », ce qui empêche de les ranger, jusqu'au tournant du printemps 1941, dans la même catégorie que les premières organisations résistantes.

Ce basculement immédiat dans la clandestinité s'explique par la nature révolutionnaire d'un parti ayant toujours développé, depuis sa création en 1921, des activités clandestines derrière sa façade légale et par le fait qu'il fasse l'objet d'une répression intense depuis son interdiction par le gouvernement Daladier en septembre 1939. Recherchés, les cadres du PCF qui ont pu échapper aux arrestations, basculent dès la drôle de guerre dans la clandestinité, profitant des planques mises à disposition par une organisation qui a développé des structures parallèles au cas où elle serait interdite. Fin août 1939, avant même que le parti ne soit interdit, des cadres locaux comme Georges Guingouin en Haute-Vienne, ont pris soin de détruire les listes de militants et de cacher leur matériel d'imprimerie, avant de rejoindre l'armée, où ils étaient mobilisés⁽³⁾. Les semaines qui suivent la défaite constituent une période ambiguë, marquée par une stratégie legaliste de la direction du PCF visant notamment à obtenir la reparution de *L'Humanité*, mais qui aura pour conséquences de déclencher une

Chirographe utilisé pour sécuriser des prises de contacts entre résistants. Ce billet de 10 francs coupé en deux de façon caractéristique permet par le rapprochement des deux parties d'identifier à coup sûr un « rendez-vous » que l'on ne connaît pas de vue. L'inscription portée sur le filigrane blanc rappelle la dureté de la répression qui s'abat sur les résistants « Il n'est pas revenu, abattu par les Fritz ».

grande vague d'arrestations touchant d'anciens élus et responsables syndicaux ayant cru pouvoir manifester à visages découverts. La reconstruction du parti dans la clandestinité à partir de l'automne 1940 s'accompagne de règles très strictes afin de préserver au maximum la sécurité de l'organisation. À la base, chaque militant ne peut connaître que deux autres membres du parti clandestin afin de cloisonner au maximum et d'éviter qu'une arrestation n'en entraîne d'autres en cascade⁽⁴⁾. Lorsque cela est possible, le parti demande à ses militants de tout faire pour rester des « légaux » afin de ne pas avoir à les prendre en charge. Cela permettait également de couvrir leurs activités de propagande (fabrications et distributions de tracts, diffusion de *L'Humanité* clandestine) derrière une vie quotidienne normale afin de ne pas attirer l'attention des services de police. Connus pour leurs activités avant-guerre et souvent activement recherchés, la plupart des cadres régionaux et nationaux en revanche deviennent des clandestins avec l'aide du parti qui, grâce à l'argent collecté auprès des militants, possède des ressources financières et peut fournir des faux papiers et des hébergements. Ils adoptent pour leur rendez-vous et leur correspondance des systèmes de codes qui leur permettent de déjouer les filatures, les tentatives d'infiltration, le contrôle des correspondances écrites et téléphoniques par les services de Vichy.

La nécessité de déjouer les pièges de la répression amène les résistants à s'entourer de précautions nouvelles

Les résistants non communistes ne s'entourent pas de toutes ces précautions de sécurité au cours des premiers mois de l'Occupation, pas forcément par imprudence, mais surtout parce qu'ils n'y sont pas préparés. Ils tombent dans ces conditions plus facilement dans les pièges tendus par la répression, surtout lorsqu'il s'agit de ceux de la police allemande en zone occupée. Au début de l'année 1941, à la suite de la trahison d'un agent allemand qui a réussi à infiltrer l'organisation, une série d'arrestations touche le groupe du musée de l'Homme ainsi que différents noyaux qui étaient en contact avec lui, démontrant qu'aucune règle de cloisonnement n'était appliquée. Yvonne Oddon et Anatole Lewitsky sont interpellés sur leur lieu de travail, au palais de Chaillot, le 12 février 1941. Boris Vildé est arrêté le 26 mars 1941 à Paris. Ne tenant pas suffisamment compte de l'état qui se resserrait autour de lui, le linguiste venait de rentrer de zone Sud, sans prendre les précautions nécessaires⁽⁵⁾.

Faute de règles de sécurité suffisantes pour parvenir à déjouer la répression, la plupart des organisations qui se développent en zone Nord au cours de la première année de l'Occupation connaissent le même sort que celle du musée de l'Homme : les différentes tentatives de création de journaux clandestins à la fin 1940 et au début 1941 sont presque toutes mort-nées du fait de l'arrestation de leurs auteurs. En zone Sud, en revanche, hors d'atteinte de l'occupant jusqu'en novembre 1942 et où la répression de Vichy se concentre surtout sur les milieux communistes, la survie des premiers groupes de résistant apparaît plus longue.

Sous le double effet d'une répression qui oblige à faire preuve d'une prudence accrue mais aussi d'une évolution importante des organisations résistantes qui commencent à se structurer et à se doter de moyens dont elles étaient dépourvues jusqu'alors, le quotidien des résistants se modifie progressivement en 1941-1942 avec l'adoption de règles et de comportements caractéristiques de la clandestinité. Plus les risques entrepris sont grands, plus ces précautions doivent être importantes, surtout dans les territoires où la répression allemande est la plus forte (zone interdite, zone occupée). Les communications et rendez-vous s'accompagnent de précautions nouvelles, avec une séparation croissante, qui n'existent pas forcément au départ, entre les activités illégales et ce qui relève de la vie normale. La correspondance s'effectue par l'intermédiaire de messages codés déposés dans des « boîtes aux lettres » correspondant à des adresses fictives pour ne pas compromettre les destinataires. Les résistants ne se réunissent plus sur leur lieu de travail ou à leur domicile, devenus trop dangereux, mais dans des endroits souvent tenus secrets jusqu'au dernier moment. Ces lieux ne sont pas forcément isolés et coupés du monde car tout rassemblement dans ce genre d'endroit, s'il est repéré, est susceptible d'attirer l'attention. Le colonel Rémy a souvent expliqué qu'il ne s'était jamais senti autant en sécurité que lorsqu'il se trouvait dans des restaurants de marché noir fréquentés par les Allemands et donc peu susceptibles de faire l'objet d'un contrôle inopiné⁽⁶⁾.

La clandestinité et ses conséquences

Basculant dans la clandestinité totale en mars 1941 pour échapper aux recherches le concernant, Henri Frenay a témoigné dans ses mémoires des conséquences de cette vie nouvelle et de ce qu'elle impliquait. Ayant travaillé au cours de sa carrière militaire au sein du Deuxième bureau et disposant

donc d'une formation particulière, que n'ont pas la plupart des résistants, il est bien placé pour connaître les règles nécessaires pour une vie clandestine. Grâce à un héritage reçu de son père (50 000 francs) et quelques sommes recueillies auprès d'entrepreneurs sollicités pour aider son mouvement naissant, il dispose de ressources financières, condition indispensable pour devenir clandestin. Frenay adopte comme première fausse identité « Henri Francen », un choix qui lui est venu après avoir vu un film dans lequel jouait l'acteur Victor Francen et qui lui permettait de garder les initiales HF brodées sur une grande partie de son linge. Il lui faut toutefois renouveler très souvent les noms d'emprunt, pour mieux brouiller les pistes. Après Francen, il devient ainsi successivement Molin, Maurin, Tavernier, Gervais, Charvet, Lefebvre... Frenay choisit pour lieux d'hébergement des endroits situés dans l'Ain (Villieu) ou la Saône-et-Loire (Charnay-lès-Mâcon) pour rester proche de Lyon tout en profitant d'un cadre de vie plus discret, se faisant passer pour un professeur en convalescence vis-à-vis du voisinage. Lorsqu'il se rend à Lyon en train, Frenay ne descend jamais à la gare Perrache, où la possibilité d'être contrôlé était plus grande, mais deux ou trois stations avant le terminus. À chacun de ses déplacements, il prend garde de ne pas être suivi. Afin de transformer sa silhouette, Frenay change régulièrement de chapeau et de manteau.

Musée de l'ordre de la Libération/Photo Mikael Aguirre

Le corps creux d'un crayon à papier fourni par les Britanniques à François Delimal lui permet de cacher des messages lors de ses missions en France.

Il modifie sa coiffure, porte parfois la moustache, utilise des lunettes avec différentes montures⁽⁷⁾.

Cette expérience de la clandestinité est souvent difficile à supporter pour ceux qui y sont contraints. Elle implique de couper toutes relations familiales et amicales, obligeant à une vie solitaire et quelque peu oppressante. Elle suppose de ne plus avoir d'adresse fixe. Le quotidien des clandestins se caractérise par une angoisse omniprésente, susceptible de se transformer en véritable schizophrénie. Le moindre bruit, la vue d'une personne suspecte, un retard à un rendez-vous peuvent déclencher la peur d'être arrêté. Tout ce qui a trait à l'approvisionnement quotidien se révèle compliqué pour des clandestins obligés de se cacher dans un milieu urbain où les restrictions sont dures. Il faut pouvoir se fournir en fausses cartes d'alimentation et faux tickets de rationnement ou s'adresser au marché noir, avec le risque constant que l'arrestation de trafiquants par la police économique ne permette ensuite aux enquêteurs de remonter jusqu'à leurs clients. La moindre petite erreur figurant sur les faux papiers peut s'avérer dramatique en cas de contrôle d'identité. Lorsque Jacques Bingen est arrêté par la Gestapo le 13 mai 1944 à Clermont-Ferrand, celle-ci ne découvre dans un premier temps rien de compromettant en le fouillant. Mais c'est le fait que sa carte d'identité et sa carte d'alimentation ne portent pas le même lieu de naissance qui fait

prendre conscience aux policiers allemands qu'ils sont certainement en présence d'un individu suspect⁽⁶⁾.

Ce basculement dans la clandestinité totale n'intervient toutefois que comme dernier recours, lorsque la situation des résistants activement recherchés n'est plus tenable. Ceux qui ne sont pas encore « grillés » et peuvent continuer à conserver un métier et une certaine légalité doivent le faire. Certains chefs de mouvements ne finissent par gagner la clandestinité qu'assez tardivement au regard de la précocité de leur engagement, comme le montre les exemples de François de Menthon (au printemps 1942) ou Edmond Michelet (au début de 1943).

Il est en revanche une catégorie de résistants pour lesquels l'expérience de la clandestinité apparaît indissociable de leur mission : les agents de la France libre envoyés sur le sol métropolitain. Ne pouvant s'appuyer que sur quelques contacts à leur arrivée en France, recherchés par les services de contre-espionnage allemand, susceptibles d'être trahis à tout moment par leur entourage ou par des documents compromettants qu'ils transportent avec eux, les agents de la France libre n'ont qu'une espérance de vie très limitée sur le sol français. Les équipes envoyées depuis Londres se composent en général de trois personnes : un chef de mission, un agent de liaison et un opérateur radio, qui permet de communiquer régulièrement avec l'Angleterre. Ces opérateurs radios figurent parmi les personnes les plus exposées dès lors que leur matériel est repérable et que chacune de leurs émissions risque d'être repérée par les services du contre-espionnage allemand. Cette situation particulière explique la tension permanente à laquelle doivent faire face les opérateurs radios, dont le moindre relâchement constitue un danger pour l'ensemble des membres de la mission à laquelle ils appartiennent. C'est souvent après avoir arrêté et retourné un opérateur radio que les Allemands parviennent à remonter la filière menant à leur chef, comme le montrent l'arrestation à Nantes le 21 janvier 1941 d'Honoré d'Estienne d'Orves, trahi par son radio Gaessler, ou celle à Ajaccio le 18 mars 1943 de Fred Scamaroni, dont le radio, Jean-Baptiste Hellier, avait été repéré par l'OVRA, la police politique italienne. Lorsque les services secrets britanniques, notamment le *Special Operations executive* (SOE), commencent à parachuter leurs propres missions sur le sol français, à partir de 1941-1942, où que des missions interalliées sont envoyées en France en 1944, se pose également la question de la survie dans la clandestinité de personnes étrangères facilement repérables par leur accent ou leur allure physique (voir p.VII).

Résister derrière une couverture légale

La plupart des résistants, notamment ceux qui agissent à la base, n'ont jamais basculé dans une vie clandestine totale et sont restés des « légaux » dès lors qu'ils n'étaient pas « grillés ». C'est le cas notamment de tous ceux qui étaient mobilisés de façon ponctuelle par leur organisation et reprenaient leur activité normale une fois la mission réalisée : les agents de liaison, diffuseurs de tracts et de journaux clandestins, et même les membres des premiers corps francs chargés d'opérer des actions de sabotage, qui retournent à leur travail quotidien après avoir été mobilisés par leurs supérieurs pour participer à une action commando.

Les mouvements et réseaux de Résistance, y compris lorsqu'ils commencent à se développer en 1941-1942, n'ont jamais eu les moyens de prendre en charge un nombre trop important de clandestins. En continuant d'exercer une vie à première vue normale, les résistants bénéficiaient d'une couverture pour exercer en parallèle leurs activités illégales. Dans le cas de certaines professions qui offraient un positionnement stratégique (dans l'administration, les postes, certains secteurs économiques, voire la police et la gendarmerie), cela permettait à la Résistance d'avoir des réseaux de renseignements efficaces ou de saboter en interne la politique de collaboration. Derrière cette façade légale, le quotidien de ces résistants n'en reste pas moins transformé, même si les changements sont moindres au regard de celui qui bascule dans une clandestinité totale. Mais chacun vit dans la crainte que ses activités ne soient découvertes et doit suivre des précautions de bases comme éviter de trop parler avec des inconnus, cacher toute trace susceptible de révéler une action résistante, ne pas exprimer en public ses opinions. Les délations sont très nombreuses sous l'Occupation et un fait des plus anodins (recevoir du monde tard le soir, se montrer trop secret, avoir des paroles désobligeantes à l'égard de Pétain ou des Allemands) peut donner lieu



Coll. famille Jean-Pierre Levy.

Fausse carte d'identité utilisées par Jean-Pierre Levy, chef du mouvement Franc-Tireur.

Le passage dans la clandestinité d'un résistant nécessite l'emploi de faux papiers pour déjouer les contrôles des services de répression. Celle de gauche est établie au nom de Joseph Ponsard, négociant né à Tunis le 16 avril 1910. La Tunisie étant libérée en août 1943, il n'était plus possible pour l'administration vichyste de faire à cette date des vérifications auprès de l'état civil. Celle de droite porte le nom d'Albert Linarès, agent commercial, né à Paris le 28 février 1911. À noter le changement de physionomie de Jean-Pierre Levy visible sur la photographie (port de lunettes, coiffure) pour brouiller les pistes suite à son arrestation à Paris le 16 octobre 1943.



Portraits d'Henri Freney

Pour échapper aux recherches, Henri Freney change régulièrement de coiffure, porte des lunettes et se laisse pousser la barbe.



Musée de l'ordre de la Libération-Paris.

à une dénonciation auprès des autorités, susceptible ensuite de déclencher l'ouverture d'une enquête et une perquisition.

Lorsqu'il s'agit d'effectuer une mission, notamment un transport de tracts ou de documents, la menace d'un contrôle est permanente. Les axes les plus fréquentés doivent être évités, tout comportement susceptible d'attirer l'attention doit être banni, le sang-froid le plus total doit être gardé en cas de rencontre inopinée avec un représentant des forces de l'ordre, alors que le moindre mouvement de peur ou de fuite risque d'être immédiatement interprété comme une preuve de culpabilité. La moindre inattention peut avoir des conséquences redoutables, à l'image de ce qui arrive en octobre 1942 à un jeune militant de Franc-tireur effectuant pour son mouvement une liaison entre Lyon et Clermont-Ferrand. Très fatigué, il s'endort dans le train. Réveillé brusquement à la gare, il se trompe de valise avec celle d'un membre du Service d'ordre légionnaire de Vichy, laissant à ce dernier une liste de noms et d'adresses qui allait permettre à la police française de procéder à des arrestations au cours des semaines suivantes⁽⁹⁾. Le fait qu'elles franchissent plus facilement les contrôles, soient moins fouillées que les hommes, et puissent cacher leurs déplacements derrière quelques tâches quotidiennes (le ravitaillement), explique que les femmes ont souvent été investies du rôle d'agent de liaison au sein des organisations résistantes.

La vie quotidienne dans les maquis

La loi sur l'orientation de la main-d'œuvre en septembre 1942, qui entraîne les premières réquisitions, et surtout celle du 16 février 1943, qui instaure le STO, constituent un véritable défi pour la Résistance qui, tout en appelant les jeunes Français à ne pas partir en Allemagne, ne possède ni les moyens ni les structures pour prendre en charge les réfractaires. Beaucoup de jeunes parviennent à trouver une solution individuelle et semi-légale, en se faisant embaucher dans un chantier forestier ou une ferme.



Coll. Fondation de la Résistance - photo Défense de la France.

Mais rapidement, des camps de réfractaires se forment en milieu forestier et montagnard, qui sollicitent l'aide des organisations résistantes locales pour leur venir en aide, comme c'est le cas dans le Vercors, à la ferme d'Ambel en décembre 1942. De ces premiers camps refuges, on passe ensuite au cours du printemps et de l'été 1943 à la naissance des maquis, qui font progressivement l'objet d'un encadrement et d'une militarisation. Ces maquis se caractérisent par une expérience clandestine nouvelle dès lors qu'elle oblige des jeunes souvent d'origines urbaines à s'adapter à une vie rude en milieu rural et montagnard.

«*Vivre au fond des bois n'est ni drôle ni simple et il fallait vraiment être jeune et en bonne santé pour pouvoir tenir le coup*» se souvient Pierre Magadoux, le lieutenant de Guingouin, qui a participé à ses côtés à la construction du premier camp de la Croix-Chevaux en avril 1943⁽¹⁰⁾. La réalité de la vie au maquis est assez éloignée de la vision idéalisée et romantique parfois présentée au sortir de la guerre, qui insiste sur l'esprit d'aventure, l'indépendance et la vie sauvage. Organisés autour d'une sape creusée dans les bois, d'une bergerie abandonnée ou d'un chalet d'alpage isolé, les camps n'offrent que peu de confort. Les branches qui servent parfois de sommiers pour dormir occasionnent des meurtrissures. Alors qu'ils ne disposent souvent d'aucun rechange, les maquisards n'ont d'autre choix que de se coucher avec leurs vêtements humides lorsqu'ils ont été mouillés par la pluie. Le manque de chaussures et leur usure compliquent les marches et les exercices d'entraînement. C'est pour tenter de faire face à ces difficultés que des coups de main sont organisés auprès d'institutions vichystes, comme les Chantiers de Jeunesse, pour s'emparer de leurs stocks de vêtements et de nourriture. Mais seuls les maquis les mieux organisés parviennent à réaliser des prises qui permettent d'équiper correctement leurs hommes. Lors du défilé du 11 novembre 1943 à Oyonnax, les deux cents maquisards présents portent ainsi les blousons de cuir récupérés lors du coup de main organisé quelques semaines plus tôt par leur chef Henri Romans-Petit, contre les entrepôts des Chantiers de Jeunesse à Artemare⁽¹¹⁾.

Parmi les nombreuses contraintes de la vie quotidienne dans les maquis figurent aussi celles liées aux questions de sécurité, qui conditionnent la survie du camp. Il est interdit de faire du feu pour se chauffer car une fumée indique une présence. Les maquisards ne peuvent plus communiquer avec l'extérieur. Dans sa directive du 25 mai 1943, le chef du service national maquis, Michel Brault, précise que celui qui s'engage dans un camp doit «*se soumettre à une discipline très dure*» et «*renoncer jusqu'à la fin de la guerre à communiquer avec sa famille et ses amis*⁽¹²⁾». L'une des règles appliquées dans de nombreux

maquis consiste à donner ses papiers d'identité au chef, pour ne plus pouvoir en disposer librement. Pour beaucoup d'hommes, les premières journées au maquis sont l'occasion de trouver un surnom en fonction de leurs caractéristiques physiques, de leurs habitudes ou de leur comportement. Engagé dans le maquis Guingouin, Henri Nanot devient par dérision «*Chopine*» car il est le seul du camp à ne pas boire d'alcool⁽¹³⁾.

Le déroulement d'une journée quotidienne et l'organisation des activités au maquis répondent à des objectifs différents (entraînement, formation et instruction militaire, tâches collectives nécessaires à la vie du camp) tout en respectant certaines contraintes (absence d'équipements, nécessité de ne pas révéler la présence du camp). Des exercices physiques sont pratiqués pour permettre l'entretien du corps et développer une certaine émulation au sein des groupes. Les maquisards sont aussi soumis à un certain nombre de corvées nécessaires pour l'entretien du camp ou le ravitaillement. Les repas sont composés d'une nourriture toujours irrégulière et déséquilibrée. La personne chargée de les préparer, qui n'a souvent de «*cuisinier*» que le nom, s'efforce de faire avec les moyens dont il peut disposer. Il lui faut souvent faire preuve de la plus grande ingéniosité, en apprenant à utiliser des ersatz, à réutiliser tout ce qui peut l'être, comme les os d'animaux par exemple, qui peuvent donner quelques matières grasses et saveurs à des soupes souvent fades. La consommation de viande est rare. Pouvoir en manger grâce à un animal réquisitionné, fourni par un éleveur ravitaillant le maquis ou tué lors d'un braconnage, constitue un événement dans la vie du camp.

Malgré les séances collectives d'entraînement auxquelles ils doivent participer, beaucoup de jeunes maquisards ressentent à leur arrivée dans un camp une forme d'ennui, que venaient seulement distraire quelques parties de cartes ou veillées. «*Ce n'était pas drôle de tourner en rond dans ces bois, dans cette planque quand on a 22-23 ans [...] les après-midi se traînaient sans fin. Discuter, jouer aux cartes, ça va un moment mais, de ne plus bouger de place, c'est terrible quand on a l'habitude de marcher, de travailler*⁽¹⁴⁾» rapporte Raymond Dumont, l'un des quatre fondateurs du camp de la Croix-Chevaux aux côtés de Guingouin. Cette vie quotidienne difficile n'empêche pas toutefois que se développe aussi un état d'esprit fait de camaraderie, de solidarité et d'une certaine exaltation liée à l'idée de combattre pour libérer la France, le sentiment en quelque sorte de vivre une «*vie inimitable*» pour reprendre l'expression de Yves Pérotin qui participa à l'épopée du maquis du Vercors⁽¹⁵⁾.

Deux membres de Défense de la France juchés sur des bicyclettes lourdement chargées rejoignent le maquis de Seine-et-Oise en août 1944.

Mode de transport le plus utilisé de l'époque, le vélo est une façon pour les résistants de se fondre dans la masse anonyme des Français, tout en leur permettant d'éviter les trajets sur des axes fréquentés, donc plus contrôlés.

Corvée de bois dans un maquis de l'Ain.

Les difficultés de la vie quotidienne d'un maquisard sont nombreuses : le manque de nourriture et d'équipement, le froid, l'absence d'hygiène sont autant d'épreuves que les plus fragiles ne parviennent pas à surmonter.



Collection privée Pierre Marcault, DfC

Le développement d'une société souterraine en milieu rural

Avec l'essor des maquis se développe en milieu rural une société souterraine complice des maquisards, dont l'aide se révèle indispensable pour la sécurité et la survie des camps. Ces résistants qualifiés de « légaux » ou de « sédentaires » dès lors qu'ils ne vivent pas dans la clandestinité, sont amenés à prendre des risques croissants au fur à mesure que les maquis se développent. Ils orientent les réfractaires vers les camps, fournissent une aide alimentaire quotidienne aux maquisards, stockent chez eux armes et explosifs, accueillent temporairement un groupe cherchant à se cacher alors que le camp a été repéré, hébergent lors de leur convalescence des combattants blessés ou malades (les mauvaises conditions d'hygiène et d'alimentation entraînent de nombreuses maladies dans les maquis, comme la gale ou la dysenterie).

Dans bien des cas, comme le montrent les exemples des Golliet en Haute-Savoie ou des Bourdarias en Haute-Vienne (voir page VI) ce sont des familles entières qui apportent leur aide, où chacun se spécialise selon son âge et son sexe. Le père reçoit les instructions et sert d'interlocuteur principal, la mère s'occupe de préparer les repas (de nombreuses femmes, comme Maria Bourdarias ou Jeanne Golliet, ont reçu à la fin de la guerre le surnom de « mère du maquis »), les filles et jeunes garçons qui n'ont pas encore l'âge de combattre servent d'agents de liaison. Ces « légaux » qui entretiennent des contacts réguliers avec les maquisards doivent multiplier les précautions pour faire en sorte que leurs activités ne soient pas

découvertes, d'autant que les opérations de ratissage menées contre les maquis par les forces vichystes ou allemandes n'épargnent pas les populations civiles. À partir de l'hiver 1944, avec les différentes directives de l'état-major allemand visant à radicaliser la lutte contre les maquis, la répression se durcit à l'égard de toute personne suspectée d'aider les maquisards. Ne parvenant que rarement à les démanteler du fait de leur mobilité, l'occupant cherche par la terreur à couper les maquis des soutiens sur lesquels ils peuvent s'appuyer dans leur environnement local. La découverte lors d'une perquisition d'objets suspects (une veste, une arme, un tract) ont pu avoir pour certaines familles des conséquences dramatiques, provoquant arrestations, déportations et même dans certains cas exécutions sommaires. Ce fut le cas lors des grandes opérations de ratissage menées par les Allemands dans l'Ain (opération *Korporal*), la Haute-Savoie (opération *Hoch Savoyen*) et le Limousin (passage de la colonne Brehmer), au cours desquelles les populations civiles ont payé un prix très lourd.

Pour éviter de compromettre les personnes qui les aident, les maquisards doivent appliquer des règles indispensables chaque fois qu'ils sont en contact avec des « légaux ». Laisser des traces de boues sur le sol en ne se déchaussant pas, multiplier les empreintes de pas aux abords d'une habitation (surtout l'hiver, lorsqu'elles apparaissent très repérables du fait de la neige), ou laisser les marques d'une présence trop visible dans des bâtiments normalement inhabités (une grange annexe, un grenier) peuvent constituer la preuve que des maquisards avaient été hébergés et entraîner arrestations et déportations des civils qui les avaient aidés.

Les relâchements de l'été 1944

À partir du 6 juin 1944, dans l'euphorie qui suit le Débarquement et les débuts de la bataille pour la Libération de la France, des règles entourant l'action des résistants ne seront plus toujours respectées. Désireux de passer à l'action, des résistants sortent de la clandestinité et agissent à visage découvert. Les maquis ne se cachent plus et cessent de vivre à l'écart, dans les montagnes et les forêts, s'installant au cœur de petites communes, parmi les habitants. Les « légaux » et « sédentaires » sortent de l'anonymat, en participant ouvertement à des manifestations patriotiques organisées à l'occasion du passage d'un groupe de maquisards ou de certaines dates symboliques, comme le 14 juillet 1944.

De tels comportements, s'ils illustrent la volonté de participer activement à la Libération du territoire, ont parfois eu des conséquences dramatiques. Dans le Vercors ou le Limousin, la population civile qui avait clairement affiché son soutien aux maquis, paie un prix très lourd aux dernières opérations de ratissage allemande menées en juin-juillet 1944. Jusqu'aux tous derniers jours de l'Occupation, des groupes de résistants sont également tombés parce qu'ils avaient pu faire preuve d'imprudence, comme les 35 jeunes résistants parisiens fusillés à la cascade du Bois de Boulogne, quelques jours avant la Libération de Paris, victimes d'un guet-apens organisé par des Allemands se faisant passer pour des agents anglais leur promettant des armes.

Dans l'immédiat après-guerre, la littérature ou le cinéma auront tendance à présenter une image quelque peu mythifiée de la vie des résistants, qui n'ont pourtant cessé de rappeler dans leurs témoignages combien leur expérience de la clandestinité, malgré quelques moments d'exaltation, avait été très difficile à supporter. Cette expérience particulière, à laquelle ils n'avaient pas forcément été préparés, explique aussi pourquoi le retour à une vie normale une fois la guerre terminée a pu s'avérer compliqué pour certains. ■

(1) Pour en savoir plus sur le sujet :

• Dominique Missika, Dominique Veillon, *Résistances : histoires de familles 1940-1945*, Paris, Armand Colin, 2009.

• Henri Noguères, *La vie quotidienne des Résistants de l'Armistice à la Libération*, Paris, Hachette, 1984.

• Dominique Veillon, *Vivre et survivre en France (1939-1947)*, Paris, Payot, 1995.

(2) Henri Frenay, *La nuit finira, mémoires de résistance 1940-1945*, Paris, éditions Michalon, 2006, p. 105.

(3) Georges Guingouin, *Quatre ans de lutte sur le sol limousin*, Paris, Hachette, 1973.

(4) Sur cette entrée du PCF dans la clandestinité, voir Philippe Buton, « Du parti légal à l'organisation clandestine » in Jean-Pierre Rioux, Antoine Prost, Jean-Pierre Azéma (dir.), *Les communistes de Munich à Chateaubriand, 1938-1941*, Paris, ENSP, 1987.

(5) Sur les débuts et la chute du groupe du musée de l'Homme, voir Julien Blanc, *Au commencement de la Résistance, du côté du Musée de l'Homme 1940-1941*, Paris, Seuil, 2010.

(6) Témoignage du colonel Rémy cité in Henri Michel, *Paris Résistant*, Paris, Albin Michel, 1982, p. 197.

(7) Henri Frenay, *op. cit.*, p. 134-135.

(8) Henri Noguères, *Histoire de la Résistance en France, tome 4, octobre 1943-mai 1944*, Paris, Robert Laffont, 1976, p. 637 (« arrestation de Bingen »). Bingen présente aux Allemands qui le contrôlent une carte au nom de « Chapelier, inspecteur des PTT » et des laissez-passer en règle. Sur sa carte d'identité, le lieu de naissance était Montmédy, alors que sur la carte d'alimentation il était indiqué Lorient.

(9) Dominique Veillon, *Le Franc-Tireur. Un journal clandestin, un mouvement de la Résistance 1940-1944*, Paris, Flammarion, 1977, p. 106.

(10) Pierre Magadoux, *Mémoires*, Limoges, ANACR, 2008, p. 137.

(11) Henri Romans-Petit, *Les Obstinés*, Lille, éditions Janicot, 1945, p. 90.

(12) Cité par François Marcot, « Le Service national maquis » in *La Résistance et les Français : lutte armée et maquis*, Paris, Belles Lettres, 1996.

(13) Henri Nanot, *Scènes de la vie au maquis*, Saint-Paul, Lucien Souny, 2010.

(14) Raymond Dumont, *Du Limousin au cœur de la forêt noire, parcours d'un résistant de la première heure*. Limoges, ANACR, 2009 p. 87.

(15) Yves Pérotin, *La vie inimitable : dans les maquis du Trièves et du Vercors en 1943 et 1944*, Grenoble, PUG, 2014.

Voir aussi sur la même thématique Marc Serratrice, *Avoir vingt ans au maquis du Vercors, 1943-1944*, Parçay-sur-Vienne, Anovi, 2014.

La vie de ceux qui aident le maquis *Par Fabrice Grenard*

L'exemple de deux familles de «sédentaires» en Haute-Vienne et en Haute-Savoie permet de comprendre l'importance pour la Résistance de l'aide apportée par la population locale.

Une famille de paysans en Haute-Vienne: les Bourdarias

L'histoire de la famille Bourdarias⁽¹⁾ est indissociable de celle de Georges Guingouin et de son maquis. Léonard, le «père Bourdarias», est né en 1880 à Veix (Corrèze). Après avoir travaillé à Paris comme maçon migrant puis combattu en 1914-1918, il revient dans sa région d'origine, avec son épouse, Maria, épousée en 1905. En 1926, le couple s'installe comme fermiers au Mouret, au sud d'Eymoutiers. Militant communiste, Léonard fait la connaissance en 1935 de l'instituteur Georges Guingouin, qui vient d'être nommé à Saint-Gilles-les-Forêts et devient le responsable du PCF pour le «rayon» d'Eymoutiers. Le fils aîné du couple, Pierre, milite aux jeunes communistes. En juillet 1940, lorsque Guingouin revient en Haute-Vienne pour jeter les bases de l'organisation clandestine du parti communiste interdit, la ferme des Bourdarias lui sert de base, notamment pour y cacher sa ronéo et réaliser ses premiers tracts. Pierre Bourdarias participe aux équipes chargées de diffuser les tracts dans les communes du canton, par exemple lors des premières foires du printemps 1941. André, le fils cadet, apporte une aide quotidienne à Guingouin en lui servant d'agent de liaison et en lui apportant dans ses différentes caches les repas que lui prépare Maria Bourdarias.

Compromis par leurs activités militantes, Léonard et Pierre Bourdarias sont arrêtés lors d'une rafle effectuée par la police de Limoges en octobre 1941



Georges Guingouin et un groupe de maquisards devant la ferme des Bourdarias, au Mouret.

© Musée de la Résistance, Ville de Limoges.

à la suite d'une dénonciation contre les membres du réseau Guingouin. Si Léonard bénéficie d'un non-lieu, son fils Pierre est condamné à trois ans de prison. Guingouin, qui a échappé à la rafle, continue ses activités clandestines. En avril 1943, il crée le camp de la Croix-Chevaux, au cœur de la forêt de Châteauneuf. Alors que son maquis se développe, la ferme des Bourdarias en devient l'une des principales bases arrière. Elle sert à plusieurs reprises d'hébergement pour des groupes de maquisards obligés de quitter leur camp, notamment au cours de l'hiver 1943-1944, lorsque Guingouin décide de disloquer son maquis du fait des conditions climatiques mais aussi de différentes opérations de ratissage menées dans son secteur. La ferme du Mouret permet également à Guingouin de stocker du matériel dans ses différentes dépendances (étables) ou de bénéficier d'un ravitaillement régulier pour ses hommes. Toujours très accueillante pour les maquisards, Maria Bourdarias sera surnommée la «mère du maquis» en Haute-Vienne après la guerre.

Une famille de la vallée de Thônes en Haute-Savoie: les Golliet

En Haute-Savoie, les Golliet⁽²⁾ incarnent ces familles de sédentaires qui ont apporté une aide à différentes catégories de personnes recherchées sous l'Occupation (Juifs, réfractaires, maquisards). Né en 1888, Alfred Golliet occupe à Thônes le poste de chef de gare. Le couple qu'il forme avec Jeanne élève trois enfants, Pierre (né en 1917), Madeleine (née en 1921) et Jacques (né en 1931). Depuis la suppression en 1930 du tramway reliant Annecy, la gare de Thônes n'est plus qu'une modeste gare routière. Installée en plein centre-ville, elle devient un lieu stratégique sous l'Occupation, permettant de surveiller les allers-et-venues à une période où la quasi-totalité des déplacements se font en transports en commun (les automobiles sont très rares). Une ligne directe reliant les gares d'Annecy et de Thônes et possédant une liaison avec le Central téléphonique de Thônes constitue un moyen de liaison essentiel pour la Résistance. Elle permet d'établir des communications entre Thônes et Annecy mais aussi de répercuter des messages jusque dans les villages et hameaux de la région. Cette ligne téléphonique privée, inconnue des services de police, permet de communiquer librement et d'échapper aux services chargés des écoutes.

La profonde éducation catholique d'Alfred et Jeanne Golliet, dans une région marquée par l'enseignement de François de Sales, fait qu'ils ne refusent jamais d'aider les autres, ce qui les amène à s'engager. Des liens sont noués entre la famille Golliet et François de Menthon, principale figure



Alfred et Jeanne Golliet avec leurs enfants Pierre, Madeleine et Jacques en 1937.

Coll. Famille Golliet

de la Résistance haut-savoyarde, qui effectue de fréquentes visites à Thônes où deux de ses fils sont pensionnaires au collège, que fréquente également le jeune Jacques Golliet. La gare de Thônes devient un point de diffusion de *Liberté*, le journal créé par de Menthon. Informé des dérives de la collaboration et de la politique antisémite de Vichy par leur fils aîné, Pierre, reçu premier à l'agrégation de philosophie en 1941 et nommé pour son premier poste dans la ville thermale devenue capitale de l'État français, le couple Golliet héberge des Juifs et établit des contacts avec une filière de passage en Suisse quand se développent à partir de l'été 1942 les rafles en zone Sud. Lorsqu'en 1943 les réfractaires commencent à affluer, la gare de Thônes joue un rôle de relais avec les maquis du secteur, y compris pendant la répression qui suit les combats des Glières. Rentrée en avril 1944 de Paris où elle terminait ses études d'infirmière et d'assistance sociale, Madeleine est mobilisée comme agent de liaison et infirmière au sein des FFI, participant à ce titre aux combats de la Libération de la Haute-Savoie. Jeanne Golliet est décorée de la croix de guerre, le 22 octobre 1945. La presse locale rappelle à cette occasion qu'elle a mérité le nom de «mère du maquis». Le couple Golliet est reconnu «Juste parmi les nations» en 1993 par Yad Vashem. ■

(1) Source: Raymond Pataud, *Une famille dans la Résistance: les Bourdarias*, Limoges, ANACR, 2013.

(2) Source: Entretien de Jacques Golliet avec Marina Guichard-Crozet, 7 décembre 2004, Conservatoire d'Arts et d'Histoire, Annecy. Voir également Madeleine Jourdan, *Pour des cerisiers en fleurs: mémoires d'une résistante*.

Les règles de sécurité dans la clandestinité *Par Fabrice Grenard*

Pour tenter d'échapper à la répression, les résistants doivent observer des règles de sécurité très strictes qu'il est parfois difficile de mettre en œuvre dans le contexte de l'Occupation.

Les règles de sécurité de la réunion de l'assemblée constitutive du CNR à Paris le 27 mai 1943

Si elle constitue le symbole de l'unification de la Résistance grâce aux efforts de Jean Moulin, la première réunion du Conseil national de la Résistance (CNR), qui s'est tenue dans l'après-midi du 27 mai 1943, illustre toutes les précautions nécessaires pour les rencontres clandestines⁽¹⁾, d'autant qu'elle se tient en plein Paris et réunit autour de Jean Moulin seize des plus hauts cadres de la Résistance, dont certains étaient très recherchés. Le lieu de la réunion n'a pas été choisi au hasard. Par l'intermédiaire de Pierre Meunier, le représentant de Jean Moulin à Paris, René Corbin, un ancien collaborateur de Pierre Cot (comme Moulin et Meunier) a accepté de mettre à disposition son appartement situé au premier étage (« l'entresol ») du 48 de la rue du Four, dans le VI^e arrondissement. La salle à manger est suffisamment grande pour réunir les personnes conviées et permettre qu'une discussion s'y tienne sans être entendue par le voisinage. Une fenêtre de la cuisine offre une possibilité de repli en ouvrant sur le toit d'une cour intérieure. Les participants n'ont pas été informés du lieu précis du rendez-vous. Ils sont pris en charge à leur sortie du métro par trois proches de Moulin. Son secrétaire, Daniel Cordier, guide depuis la station Sèvres-Babylone les chefs des mouvements de zone Sud. Pierre Meunier et Robert Chambeiron, s'occupent des chefs des mouvements de zone Nord, qu'ils retrouvent au métro Saint-Sulpice. Ce n'est qu'en arrivant devant le 48 de la rue du Four que les participants sont avisés de l'adresse et de l'étage où doit avoir lieu la rencontre. Pendant la durée de la réunion, Cordier est posté près d'une cabine téléphonique, à la croisée des rues du Four et de Rennes, avec pour mission de s'y précipiter pour appeler « Rex » au cas où il repérerait le moindre mouvement suspect dans une rue habituellement totalement calme et déserte. Meunier et Chambeiron exercent également une surveillance du quartier en se tenant près de la station Saint-Sulpice. Les trois hommes ne sont pas armés, Moulin ayant préféré une surveillance discrète plutôt que la présence d'un groupe de protection, qui aurait pu attirer l'attention si l'un de ses membres s'était fait prendre avec son arme lors d'un contrôle de routine. Après deux heures de guet, Cordier aperçoit les participants sortir un à un de l'immeuble. Le dernier à quitter les lieux, vers 16 heures, est Jean Moulin, rayonnant, car il sait que la réunion a été un succès pour unifier la Résistance, dans toutes ses composantes, et la placer sous l'autorité du général de Gaulle.



Salle de la réunion constitutive du Conseil national de la Résistance 48 rue du Four à Paris.

Coll. famille Corbin.

La difficulté d'être un étranger en territoire français

L'une des missions des réseaux consiste à aider des soldats alliés, pris au piège de l'armistice en juin 1940, membres de commandos qui opèrent sur les côtes françaises à partir de 1941, pilotes abattus alors qu'ils survolaient la France. Facilement identifiables à leur physique, leur accent ou leurs vêtements, ils ne peuvent suivre la filière qui leur permettrait de quitter la France qu'avec une aide constante pour qu'ils puissent se fondre dans la population. Cela nécessite des faux papiers (mentionnant par exemple le fait que la personne est sourde et muette), des vêtements civils, des artifices cachant un type physique trop caractéristique. Il faut

également faire prendre en charge ces soldats alliés par des « sédentaires » capables de leur offrir un hébergement temporaire mais aussi une aide dans leurs déplacements. Les mêmes problèmes se posent au sujet des agents des services secrets parachutés dans le cadre de missions du SOE ou de missions interalliées. S'ils ont été formés aux actions spéciales et connaissent les règles de la vie clandestine, ces agents n'en sont pas moins très exposés dès lors qu'ils agissent en territoire étranger. La moindre pointe d'accent peut les trahir, de même qu'une certaine méconnaissance des régions où ils agissent. Pour tenter de surmonter cette difficulté, Marie-Madeleine Fourcade, chef du réseau Alliance, a eu l'idée de faire systématiquement accompagner le premier agent anglais parachuté pour son réseau par une jeune fille qui joue le rôle de sa fiancée, parle à



Carte d'évasion en soie

Sur ces foulards de soie reçus par les aviateurs lors de missions en territoires ennemis étaient imprimés des cartes des pays survolés et d'éventuels itinéraires d'évasion. Devenus de véritables talismans pour les aviateurs abattus, il était très difficile pour eux de se séparer de ces foulards-cartes fort compromettants lors de leur exfiltration malgré les demandes insistantes des résistants.

Archives nationales/fonds Charlotte Nadeil/72A

sa place et se met à l'embrasser dans les situations les plus compromettantes⁽²⁾. Ces précautions étaient rarement suffisantes. La durée de survie des agents envoyés en France ne dépasse pas quelques mois. Et l'arrestation d'un agent constitue une menace pour les réseaux avec lesquels il travaille car elle provoque souvent des arrestations en cascade. L'un des exemples les plus caractéristiques est celui du démantèlement du

réseau Prosper, qui a pour point de départ l'arrestation le 21 juin 1943 de Pierre Culioli, chef d'une antenne du réseau dans la région Centre, alors qu'il transportait à bord de sa voiture deux agents canadiens. Interrogé lors d'un contrôle de routine, Culioli a dans un premier temps réussi à passer le barrage allemand avant que des policiers n'interrogent ensuite ses passagers, trahis par leur accent. L'arrestation de Culioli sera la

première de toute une série de rafles qui démantèle totalement au cours de l'été 1943 le réseau Prosper que dirige Francis Suttill.■

(1) Source : Daniel Cordier, *Alias Caracalla*, Gallimard, 2009, p. 1039-1040.

(2) Source : Marie Madeleine Fourcade, *L'Arche de Noé*, Paris, Fayard, 1968.

Devenir résistant en zone Nord et en zone Sud en 1940-1941

Par Fabrice Grenard

À travers l'exemple de deux pionniers de la Résistance, on s'aperçoit que le passage dans la clandestinité n'a pas forcément été immédiat.

Un pionnier de la Résistance en zone occupée : Boris Vildé

Le linguiste Boris Vildé⁽¹⁾, émigré russe naturalisé français en 1936, dirige le département des civilisations arctiques du musée de l'Homme. Incorporé dans une unité de DCA en 1940, blessé et fait prisonnier dans le Jura, il parvient à s'échapper et à regagner Paris, où il reprend ses activités professionnelles. Il jette dès l'été 1940, avec deux de ses collègues, la bibliothécaire Yvonne Oddon et l'anthropologue Anatole Lewitsky, les bases de l'une des toutes premières organisations de la zone occupée, le groupe du musée de l'Homme. Pour Germaine Tillion, qui se rapprochera de l'organisation à la fin 1940, Vildé est celui qui «pendant la courte période de son activité, avec intelligence, énergie et lucidité [...] a tout créé, tout organisé, tout dirigé dans le néant de juillet 1940». Vildé profite de sa situation professionnelle, à la fois pour lui servir de couverture et développer les contacts qui lui permettent d'étendre la toile de son organisation. Son bureau situé dans l'une des ailes du palais de Chaillot lui sert à organiser les premières réunions de son groupe tandis qu'une vieille ronéo installée dans les sous-sols du musée lui permet de tirer ses premières publications clandestines, tracts et papillons d'abord, puis le journal *Résistance*. Vildé peut compter sur le soutien du directeur du musée de l'Homme, le savant Paul Rivet, au courant de ses activités et qui n'hésite pas à lui fournir de l'aide (mise à disposition de stocks de papiers et d'encre). En tant que chercheur, Vildé dispose d'un avantage précieux : il est totalement maître de son temps, peut organiser ses journées à sa guise, effectuer des déplacements dans différentes régions sous la couverture de ses activités professionnelles, en prenant le prétexte de fréquenter certaines institutions intellectuelles (bibliothèques, musées, archives). Cela lui permet d'établir le contact avec d'autres noyaux de résistants qui se constituent à la même période à Paris mais aussi en Bretagne et dans le Nord. Vildé cherche aussi à étendre les ramifications de son organisation en zone Sud. Deux mois durant, de janvier à mars 1941, il sillonne la France de Vichy,

sejoignant à Lyon, Marseille, Clermont-Ferrand, Toulouse, afin d'obtenir des ralliements et d'implanter de nouvelles antennes. De retour à Paris, il est arrêté le 26 mars 1941. Alors que son réseau a été touché en zone occupée par plusieurs vagues d'arrestation, il s'apprêtait à prendre livraison dans un café de la place de la Bastille d'un stock de faux papiers censé permettre aux membres de son organisation de plonger dans la clandestinité.

Un pionnier de la Résistance en zone Sud : François de Menthon

Issu d'une ancienne famille aristocratique, universitaire (professeur d'économie politique à Nancy) et militant catholique (président de l'Action catholique entre 1927 et 1930), François de Menthon⁽²⁾ est blessé au front et fait prisonnier en juin 1940. Il parvient à s'évader de l'hôpital de Saint-Dié en septembre 1940 pour rejoindre la zone dite libre et s'installer dans le château de sa famille qui se trouve sur les hauteurs du lac d'Annecy. C'est depuis ce château qu'il rédige et imprime de façon artisanale en novembre 1940 le premier numéro de *Liberté*, dans lequel il affiche son antinazisme et sa révolte de l'occupation allemande tout en affirmant son soutien à Pétain, susceptible selon lui d'incarner une possible revanche. Nommé professeur à l'université de Lyon, de Menthon profite de ses déplacements professionnels et de sa rencontre avec d'autres universitaires de la zone Sud (Pierre-Henri Teitgen, René Courtin) pour recruter en faveur de son mouvement. Des contacts sont établis avec le chef d'une autre organisation qui s'implante dans le sud de la France, Henri Frenay. Conscients de la nécessité d'unir leurs efforts, ils décident de rapprocher leurs mouvements, qui fusionnent au sein de Combat. Le château des de Menthon a permis l'organisation de nombreuses rencontres entre les deux hommes.



Boris Vildé, linguiste fondateur du réseau du musée de l'Homme.



François de Menthon, juriste et militant démocrate-chrétien, fondateur fin 1940 du mouvement Liberté.

Il accueille également en janvier 1942 Jean Moulin afin de lancer un organisme destiné à préparer l'après-guerre. De Menthon n'agit pas dans la clandestinité. Ses activités sont mêmes connues à Vichy depuis qu'il a été interrogé par le chef des services spéciaux, le colonel Rollin, dans le cadre d'une enquête menée sur le journal *Liberté*. Le 1^{er} mai 1942, à la suite d'un appel lancé par la BBC, de Menthon participe, dans les rues d'Annecy, à une manifestation contre Laval et favorable au général de Gaulle. Il attire alors l'attention des membres du Service d'ordre légionnaire (SOL) qui lui tendent un piège quelques jours plus tard et le plongent dans une fontaine devant la mairie d'Annecy en guise d'avertissement. Cet événement aura d'importantes répercussions en favorisant le basculement en Haute-Savoie d'une population majoritairement catholique qui prend fait et cause pour «le comte» de Menthon, notable local très apprécié. C'est également à la suite de cet incident que de Menthon bascule dans la clandestinité. Il participe en juillet 1942 à Lyon au Comité des experts (le futur Comité général d'études, CGE) dont il a proposé l'idée à Jean Moulin. En juillet 1943, il part pour Londres puis Alger afin d'y présenter les travaux du comité. Il est ensuite nommé commissaire à la Justice au sein du Comité français de la Libération nationale (CFLN).■

(1) Source : Julien Blanc, *Au commencement de la Résistance : du côté du musée de l'Homme, 1940-1941*, Paris, Seuil, 2010.

(2) Source : Laurent Ducerf, *François de Menthon, un catholique au service de la République*, Paris, éditions du Cerf, 2006.



Robert Gildea donne une conférence sur l'évolution de la mémoire de la Résistance

Le mercredi 13 septembre dernier, à l'occasion de la sortie en France de son livre, *Comment sont-ils devenus résistants? Une nouvelle histoire de la Résistance 1940-1945*⁽¹⁾, nous avons eu le plaisir de recevoir dans les salons de la Fondation de la Résistance son auteur Robert Gildea, professeur d'histoire contemporaine à l'université d'Oxford.

S'appuyant sur les nombreux travaux historiques qu'il a conduits et les témoignages de résistants qu'il a recueillis et où il a pu analyser leurs motivations et leur imaginaire, Robert Gildea a évoqué au cours de cet après-midi les phases successives de cette « bataille pour la mémoire de la Résistance ».

À la fin de la guerre, la mémoire de la résistance communiste, centrée sur le sacrifice des 75 000 fusillés et l'insurrection parisienne d'août 1944, est très vite marginalisée avec l'arrivée de la guerre froide et des attaques contre Tillon. Elle laisse la place à une mémoire dominée par le mythe gaullien « guerrier, national et masculin » tout aussi contestée de l'intérieur par les attaques de Rémy et Frenay. Cette mémoire perdure sous la IV^e République avec l'attribution de la carte de Combattant Volontaire de la Résistance et atteint son apogée en 1964 avec le discours d'André Malraux prononcé lors du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon en présence de Charles de Gaulle, premier président de la V^e République. La sortie du film de Marcel Ophüls, *Le Chagrin et la Pitié*, en 1969 fait « exploser » le mythe consistant à croire que la grande majorité des Français auraient résisté, marquant ainsi une rupture dans la mémoire de la Résistance. Un autre tournant s'impose en 1987 avec le procès de Klaus Barbie, « le tortionnaire de Jean Moulin », avec une tentative de remettre en cause l'importance de la Résistance.

Jacques Chirac et Simone Veil rappelleront, quant à eux, que la Résistance ne fut pas uniquement

l'affaire des combattants mais aussi de celles et ceux qui avaient pris des risques en cachant des Juifs persécutés, donnant ainsi une dimension plus humaniste et féminine de la Résistance.

Au cours de sa conférence l'historien britannique a souligné que le « récit national de la Résistance française » ne laissa que peu de place aux résistants étrangers et notamment ceux qui avaient rejoint les FTP-MOI (Francs-Tireurs Partisans-Main d'Œuvre Immigrée). Ainsi, la mémoire des républicains espagnols ayant participé activement à la Résistance tomba dans l'oubli au début des années cinquante quand le régime de Franco fut reconnu. Dans l'immédiat après-guerre, la mémoire d'autres étrangers résistants s'estompée au moment de leur départ qui vers l'Allemagne de l'Est, la Pologne ou la Roumanie pour fonder des démocraties populaires, qui vers Israël pour fonder un État juif.

Robert Gildea, aborda ensuite la mémoire de la résistance des femmes qui émergea très tardivement pour deux raisons : leur modestie et le fait qu'elles n'aient que très rarement participé à une résistance militaire.

Au cours de sa conférence il s'est aussi attaché à évoquer la mémoire de quelques figures de la Résistance souvent oubliés comme : Jacques Lecompte-Boinet, fondateur en 1942 du mouvement Ceux de la Résistance ; Génia Kobozieff-Gemähling, résistante russe d'origine juive qui rejoindra le mouvement Défense de la France ou bien encore Max Weinstein, résistant d'origine polonaise qui participa avec les FTP-MOI à la libération de Villeurbanne.

À la fin de son exposé Robert Gildea a répondu aux nombreuses questions posées par l'assistance enrichissant ce bel après-midi. ●

Jean Novosseloff

(1) Édition les Arènes, traduit de l'anglais par Marie-Anne De Beru

Nos activités au cours du dernier trimestre

Lundi 20 novembre

Dans les salons de la Fondation de la Résistance, Laurent Douzou et Jean Novosseloff ont dédié leur ouvrage *La Résistance obliérée. Sa mémoire gravée par les timbres* paru aux éditions du Félin.

Les 21 et 22 novembre

Patricia Arzel-Mazet a organisé à Vannes puis à Lorient la présentation du thème du CNRD 2017-2018 « S'engager pour libérer la France » en présence de Marie-José Chombart de Lauwe, résistante-déportée et présidente de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation et Gérard Cauvin, Français libre.

Samedi 2 décembre

Dans les salons de la Fondation de la Résistance, se sont tenus pour la quatorzième année consécutive, les Rencontres et dédicaces autour du livre résistant avec cette année à l'honneur : le timbre-poste.

Jeudi 7 décembre

Dans la salle Henry Berger du Conseil départemental à Dijon, Jeannine Calba, déléguée de l'Association a organisé un colloque, présenté par Christine Levisse-Touzé, sur le thème : « Leclerc Patriote et Résistant » à l'occasion du 70^e anniversaire de sa disparition.

Site des Amis de la Fondation de la Résistance

www.memoresist.org

De janvier à octobre 2016, 76623 pages ont été consultées par des internautes contre 81493 en 2017 pour la même période, soit une progression de 6, 35%.



Adhésion :

Si vous voulez soutenir les activités de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance :

Cotisation 30 € (incluant l'abonnement à *Résistance et Avenir*).

Association des Amis de la Fondation de la Résistance « Mémoire et Espoirs de la Résistance »

Place Marie-Madeleine Fourcade, 16-18, place Duplex, 75015 Paris
Courriel : memoresist@m-e-r.org
site internet : www.memoresist.org
Tél. : 01 45 66 92 32



Retrouvez toutes nos activités sur notre site : www.memoresist.org

Activités du département recherche et pédagogie

Prix Philippe Viannay-Défense de la France 2017

Le prix Philippe Viannay-Défense de la France, créé en 1991 par les anciens résistants du mouvement Défense de la France, est perpétué par la Fondation depuis la dissolution de leur association en 2006. Le prix 2017 a été décerné, au palais du Luxembourg, le 13 novembre dernier, à Robert Gildea pour *Comment sont-ils devenus résistants ? Une nouvelle histoire de la Résistance* (éd. Les Arènes) et à François Romon pour *Les écoutes dans la Résistance française* (éd. Nouveau monde).

Robert Gildea offre une synthèse de l'histoire de la Résistance française originale à plus d'un titre. Il fait le choix de privilégier les témoignages de résistants comme source primaire, se situant à contre-courant de l'historiographie actuelle. S'ils présentent le risque de certaines reconstructions *a posteriori*, les témoignages n'en apparaissent pas moins pour l'auteur comme la meilleure source pour saisir au plus près une expérience vécue et comprendre le sens des engagements dans la Résistance. Robert Gildea donne une vision humaine du phénomène en ne se limitant pas à une histoire institutionnelle mais en s'intéressant aussi à ceux qui en ont été les principaux acteurs. Ainsi privilégie-t-il les résistants d'origine étrangère et les femmes, deux catégories qui pendant longtemps n'ont eu que peu de place dans la mémoire de la Résistance française.

François Romon aurait pu se contenter d'écrire une biographie sur son père Gabriel Romon, résistant arrêté par les Allemands le 12 décembre 1943 pour sa participation au réseau Alliance, mais il a choisi de se lancer dans une thèse d'histoire dont le présent ouvrage est issu. Ce livre très accessible, malgré sa dimension technique, suit le parcours de cinq opérateurs radios sous l'Occupation : Gabriel Romon, Paul Labat, Marien Leschi, Edmond Comboux et André Mesnier, cinq polytechniciens qui se sont connus avant-guerre dans des unités



Le jury présidé par Jean-Pierre Azéma dans la salle René Coty au Sénat.

Photo Frantz Malassis

de transmissions et font partie dès l'été 1940 de l'Armée d'armistice. Tout en prenant acte de la signature de l'armistice, ils considèrent que l'Angleterre demeure un allié à qui il convient de transmettre des renseignements stratégiques sur les forces allemandes en France. La position est difficile pour ces transmetteurs tolérés par les Allemands qui cherchent à les utiliser dans leur chasse des radios clandestins. Mais la dissolution de l'Armée d'armistice en novembre 1942 marque pour eux une véritable rupture. D'une résistance latente ces opérateurs radio passent dans la clandestinité. Sans surévaluer leurs actions, l'auteur pose la question de l'efficacité de ces transmetteurs. Au-delà d'actions restées célèbres (le décodage d'Enigma et le détournement des communications allemandes par la source K), l'ouvrage permet de saisir combien la résistance des opérateurs radios a pu en réalité prendre des formes variées à travers des actions de collecte de renseignements, de mise en garde d'opérateurs radios repérés, de dissimulation de matériel, de formation et de recrutement d'opérateurs radios clandestins. ●

Frantz Malassis

Activités du département AERI

Nouvelles expositions du Musée de la Résistance en ligne

Au cours du trimestre écoulé, le Musée de la Résistance en ligne s'est enrichi de trois nouvelles expositions virtuelles.

L'équipe de l'ARORY (Association pour la recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne), réunie autour de Joël Drogland et de Thierry Roblin, présente sur le Musée de la Résistance en ligne l'exposition « **Mémoire de la Résistance dans l'Yonne** ». Elle répond à plusieurs problématiques : montrer comment la mémoire de la Résistance s'est inscrite dans le temps et dans le territoire ycaunais, pourquoi et comment la mémoire communiste y est devenue dominante, et dans quelles conditions il a été possible d'en écrire l'histoire. L'Yonne est un département où la mémoire de la Seconde Guerre mondiale est fortement enracinée depuis l'immédiate après-guerre, renforcée dans les années 1980 et 1990 et encore bien vivante aujourd'hui. Cette mémoire, inscrite dans l'espace et régulièrement réactivée dans le temps, a longtemps tenu lieu d'histoire.

En lien avec le thème du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2017-2018, « **S'engager pour libérer la France** », le Musée de la Résistance en ligne propose un corpus documentaire qui complète les éléments contenus dans la brochure pédagogique éditée



Fondation de la Résistance

par la Fondation de la France libre grâce à une série de documents et de témoignages.

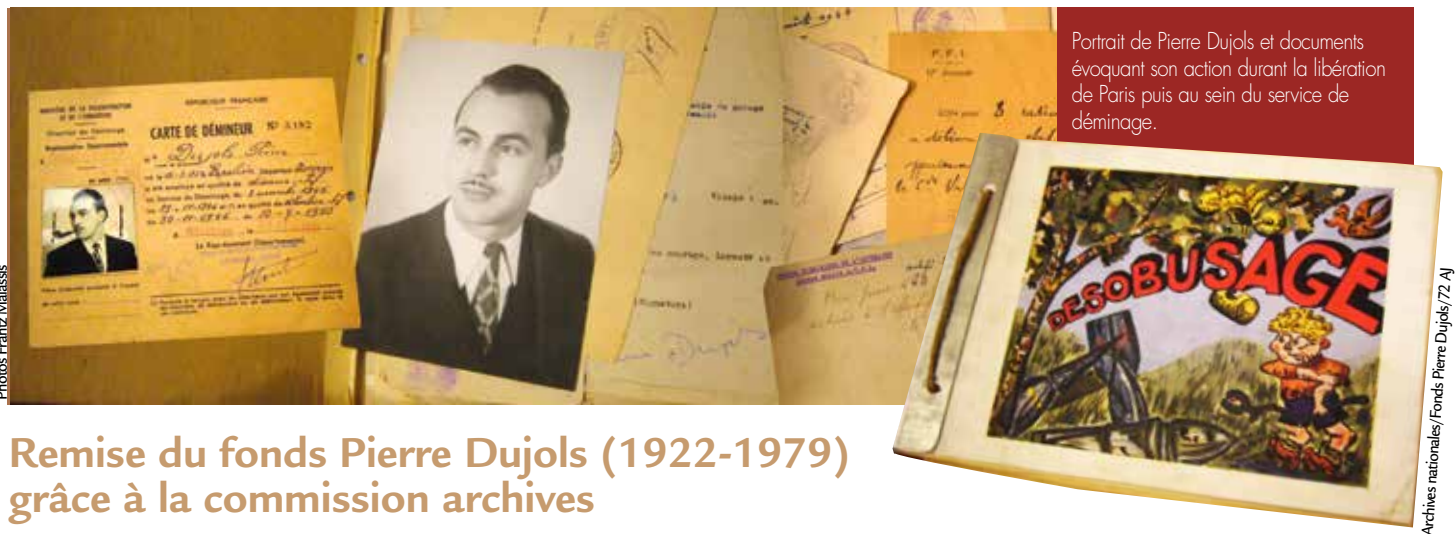
Fruit d'un partenariat avec les archives municipales de Tours, l'exposition virtuelle consacrée au fonds Jean Meunier est traitée sous un angle de vue strictement archivistique en présentant les papiers personnels légués par l'un des acteurs majeurs de la Résistance en Indre-et-Loire. Jean Meunier fut à la fois pionnier du réseau CND-Castille et animateur du mouvement Libération-Nord dans le département. Après-guerre, Jean Meunier a occupé des fonctions politiques au niveau local mais aussi national, étant nommé plusieurs fois secrétaire d'État. Il fut également éditorialiste de *La Nouvelle République du Centre Ouest*. Sans prétendre délivrer un récit historique, cette exposition attire seulement l'attention sur les aspects typiques, ou au contraire, très singuliers de ce fonds par rapport

à des fonds similaires qu'on peut trouver dans d'autres départements. Après une présentation générale de l'inventaire de ce fonds légué aux Archives municipales de Tours, qui couvre les années 1934-1972, l'exposition se concentre ensuite sur les années 1940-1945 et livre une sélection des documents conservés dans le fonds et relatifs à cette période. Nous espérons que la richesse des documents présentés incitera à de futures recherches.

Enfin, signalons la mise en ligne des captations vidéo de la formation académique interdisciplinaire (académie de Versailles) : « **Résistance, répression, écriture** ». En plus de ces conférences sont proposées en accompagnement des ressources documentaires utilisées dans le cadre de cette formation. ●

Département AERI

Activités du département documentation et publications



Portrait de Pierre Dujols et documents évoquant son action durant la libération de Paris puis au sein du service de déminage.

Photos: Frantz Malassis

Archives nationales / Fonds Pierre Dujols / 72 A

Remise des fonds Pierre Dujols (1922-1979) grâce à la commission archives

Depuis l'année 2000, la Fondation de la Résistance, la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, le ministère de la Culture (direction des Archives de France) et le ministère de la Défense (direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives) se sont associés pour créer la « commission archives ». Dès 2001, cette commission a lancé une campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation en sensibilisant leurs éventuels détenteurs par l'intermédiaire du *Guide du détenteur d'archives de la Résistance et de la Déportation*⁽¹⁾, de réunions de sensibilisation départementales et d'une exposition « Ensemble, sauvegardons les archives privées de la Résistance et de la Déportation »⁽¹⁾.

Fruit de ce travail de sensibilisation, la « commission archives » a pu, au cours de ces derniers trimestres, contribuer à la sauvegarde d'un important fonds d'archives, celui de Pierre Dujols.

Avant-guerre, Pierre Dujols⁽²⁾ est élève en classe scientifique au lycée Chaptal à Paris tout en suivant des cours au Conservatoire national des Arts et Métiers où il obtient un diplôme en 1939. Durant l'exode, sa famille se replie à Espalion (Aveyron), sa ville natale⁽³⁾, tandis que Pierre Dujols finit sa scolarité à Toulouse où il obtient la deuxième partie de son baccalauréat.

Radioamateur, passionné de sciences, en 1940, il intègre l'École de physique et chimie industrielle de la ville de Paris (EPCI). Il revient donc seul à Paris où il occupe l'appartement familial rue Championnet (18^e arrondissement).

En 1943, refusant de partir au STO, il quitte la rue Championnet à la suite d'une dénonciation et emménage sous une fausse identité rue Ballu (9^e arrondissement). Devenu clandestin, il suspend ses études mais continue de fréquenter les bibliothèques scientifiques. Grâce à ses connaissances techniques en photographie et en dessin industriel, il se confectionne alors de faux papiers et en établit pour d'autres réfractaires.

De la libération de Paris...

Engagé dans les FFI, à partir du 19 août 1944, il prend part à la libération de Paris essentiellement

dans le 17^e arrondissement au sein du groupe Fleurus (bataillon FFI du 17^e arrondissement). Durant les combats des Batignolles, il participe à la prise du garage Boursault. Il est alors désigné responsable de ce garage que les Allemands avaient transformé en important entrepôt de fournitures diverses : vivres, boissons et cigarettes... Aussi, en pleine bataille, sur présentation de bons de réquisition de sa hiérarchie, il répartira cette manne en fonction des besoins des groupes de combattants FFI évitant ainsi le pillage des lieux.

Ayant repris ses cours à l'EPCI, Pierre Dujols obtient son diplôme d'ingénieur en juillet 1945.

... au Service du déminage

Démobilisé, il entre alors au Service du déminage en octobre 1945. Formé à Dieppe puis à Septeuil, à 23 ans, il devient démineur-chef puis « débombré-chef ». Pendant cinq ans, ses compétences scientifiques et techniques d'ingénieur ajoutées à ses qualités de plongeur l'amèneront à diriger des chantiers de déminage notamment sur les côtes de l'Hérault et à mener une activité de recherche appliquée. Il conçoit ainsi au laboratoire de Bellevue un appareil de détection à grande profondeur. Il perfectionne également le matériel de plongée à la disposition des démineurs. Déposant durant cette période de nombreux brevets, il dote ainsi la France du matériel innovant nécessaire aux opérations de déminage, préalable de la Reconstruction.

Il est également très actif dans le domaine de la formation et de la sécurité des démineurs, rédigeant des manuels de déminage, des guides sur l'emploi de matériels et des notes sur la prévention des accidents.

Très apprécié des hommes sous ses ordres, il accorde une attention égale à la sécurité des démineurs français et à celle des prisonniers de guerre allemands affectés au déminage comme en témoigne sa correspondance avec l'interprète allemand du groupe qu'il commandait dans l'Hérault.

En juillet 1950, il entre chez Philips où il travaille dans le domaine nucléaire avec la Défense et le CEA. Il conçoit alors le perfectionnement

du thermocouple, appareil de mesure thermique de la matière fissile. En 1957, pour le compte de la société Philips, il crée la Société d'études et réalisations nucléaires (SODERN) qu'il dirige jusqu'à sa mort en janvier 1979.

Un fonds complet

Le fonds d'archives remis récemment par sa fille Dominique Dujols et son fils Jean-Pierre Dujols aux Archives nationales après avis de la « commission archives » couvre l'intégralité de son riche parcours : son activité clandestine et sa participation aux combats de la libération de Paris, son rôle au sein du Service du déminage et sa carrière d'ingénieur dans l'industrie française.

On trouve notamment de nombreux clichés sur plaques de verre pris lors de la libération de Paris dans le 17^e arrondissement, une série de bons de réquisition établis pendant les combats pour sortir des marchandises du garage Boursault. Par ailleurs, l'action de Pierre Dujols au sein du déminage est très présente dans ce fonds sous la forme de manuels de déminage et de désobusage, de dossiers techniques d'essais de détection de mines à grande profondeur, de rapports d'accidents, de rapports de chantiers comme le désobusage du pont de Valvins (Seine-et-Marne), de schémas techniques de prototypes pour le dépôt de brevets.

Soulignons enfin que plusieurs objets datant de la Seconde Guerre mondiale comme des prises de guerre de matériel allemand (radio de la *Luftwaffe*, pièces d'uniforme, lance-fusée...) et la mallette de faussaire de Pierre Dujols ont été donnés par ses enfants au musée de l'Armée à Paris. Quant à son matériel de déminage réuni à des fins pédagogique, il a rejoint les collections du musée national du déminage près de Versailles et celui installé au ballon d'Alsace. ●

Frantz Malassis

(1) Disponible auprès de Frantz Malassis (0147056787).

(2) Cette biographie a été rédigée à partir d'informations fournies par Dominique Dujols et de certaines pièces d'archives du fonds Pierre Dujols.

(3) Depuis 2016, une rue d'Espalion porte son nom.



Photo Frantz Malassis

Entretien avec Fabrice Grenard, nouveau directeur historique

sur les thématiques comme le ravitaillement, les restrictions et la vie quotidienne au cours de la période, qui ont donné lieu à plusieurs publications. Depuis quelques années, j'ai orienté mes recherches sur des questions relatives à la Résistance et plus particulièrement les maquis. Mon habilitation à diriger des recherches (HDR) soutenue en 2013 portait notamment sur Georges Guingouin, celui que l'on qualifie parfois de « préfet du maquis ». J'ai également été l'auteur d'un ouvrage sur les *Maquis noirs et faux maquis* (Vendémiaire) ou le massacre de Tulle (Tallandier). J'ai eu le plaisir l'année dernière de réaliser un petit ouvrage de synthèse (*Les Français sous l'Occupation en 100 questions*, Tallandier) avec celui qui avait été mon professeur et directeur de thèse à Sciences Po, Jean-Pierre Azéma.

Comment avez-vous été amené à rejoindre la Fondation de la Résistance ?

Depuis plusieurs années, je participe à certaines activités de la Fondation de la Résistance. En 2013, j'ai contribué au premier dossier thématique de *La Lettre*, consacré aux maquis⁽¹⁾, qui ouvrait la nouvelle formule de la revue. Chaque année, je participe aux rencontres et dédicaces autour du livre résistant organisées par l'association des amis de la Fondation de la Résistance. La Fondation m'a également sollicité pour participer à certaines activités pédagogiques, comme la présentation aux enseignants dans le Grand amphithéâtre de la Sorbonne du thème 2013-2014 du CNRD, « la libération du territoire et le retour de la République ». En 2014, j'ai eu l'honneur de recevoir le prix Philippe Viannay-Défense de la France pour ma biographie sur Georges Guingouin publiée aux éditions Vendémiaire⁽²⁾.

Quels sont les grands axes que vous souhaitez développer au sein du département recherche et pédagogie que vous dirigez ?

Tout d'abord, je voudrais rendre hommage à l'importance du travail réalisé par Bruno Leroux que je vais m'efforcer de poursuivre en soutenant la recherche fondamentale notamment par l'organisation de colloques ou la réalisation d'ouvrages collectifs comme le *Dictionnaire historique de la Résistance* paru dans la collection Bouquins aux éditions Robert Laffont. J'aimerais profiter de l'ouverture de nouveaux fonds d'archives et de nouveaux questionnements sur la période pour initier une série de colloques et travaux collectifs sur la Résistance abordée dans sa dimension la plus large : les liens avec la société, l'héritage de la Résistance, la comparaison avec d'autres résistances européennes... Par ailleurs, afin de porter à la connaissance du grand public tous ces travaux historiques, je ferais en sorte que la Fondation soit toujours présente à des festivals d'histoire, comme les « rendez-vous de l'Histoire » de Blois.

Je souhaiterais faire de la Fondation un partenaire important pour les institutions qui travaillent sur la période (musées, Archives départementales, centres de recherches). Cela doit notamment permettre à la Fondation de la Résistance d'accentuer son action en province. Dans ce cadre, nous exerçons déjà une fonction d'expertise auprès du conseil départemental de Haute-Savoie pour l'organisation de manifestations pédagogiques et scientifiques sur la Résistance ainsi que l'élaboration de plusieurs parcours muséographiques. Nous aimerions également continuer à développer une collaboration étroite avec différents partenaires pour l'organisation de manifestations diverses autour de la Résistance et ses enjeux (Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne, Musée de l'Ordre de la Libération, Archives nationales, Service historique de la Défense). Dès 2018, plusieurs projets vont se concrétiser avec le Service historique de la Défense : une journée d'études et un livre collectif qui permettront de mettre en valeur les fonds d'archives portant sur la Résistance conservés à Vincennes. Plus largement, j'aimerais que tous ceux qui s'intéressent pour des raisons diverses aux questions liées à la Résistance (journalistes, documentaristes, réalisateurs, simples particuliers...) puissent se tourner vers la Fondation pour pouvoir obtenir des renseignements, une aide, une expertise scientifique.

Plus spécifiquement dans le domaine pédagogique, quelles seront vos grandes orientations ?

Les nombreuses années que j'ai pu passer comme enseignant m'ont particulièrement sensibilisées aux enjeux que représente l'enseignement de la Seconde Guerre mondiale et de la Résistance. J'aimerais ainsi pouvoir faire partager ma double expérience d'enseignant et de chercheur pour participer, avec toute l'équipe de la Fondation, à des activités de formation (dans le cadre notamment du CNRD lorsque le thème annuel porte sur la Résistance) mais aussi pour mener une réflexion autour de certaines problématiques comme la façon de parler de la période de l'Occupation et de la Résistance à un jeune public (élèves du primaire par exemple) ou la façon dont les enseignants du secondaire doivent tenir compte dans leurs cours des avancées de la recherche scientifique mais aussi de certains débats qui divisent la communauté des historiens à propos de la période. ●

Propos recueillis par Frantz Malassis

(1) Cf. *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 72, mars 2013 téléchargeable depuis notre site internet.

(2) Cf. *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 79, décembre 2014, p. 7 téléchargeable depuis notre site internet.

Historien reconnu, auteur de plusieurs ouvrages traitant de différents aspects de la Seconde Guerre mondiale, vous venez de prendre vos fonctions de directeur historique de la Fondation de la Résistance succédant à Bruno Leroux. Qu'est-ce qui vous a motivé à vous spécialiser dans l'étude de cette période ?

Ayant des grands-parents habitant Dunkerque qui ont été profondément marqués par cette guerre, mon enfance a été baignée par des récits à la fois sur les événements militaires (opération *Dynamo*) mais aussi sur les difficultés de la vie quotidienne au cours de l'Occupation allemande, dans cette région particulière qu'était le Nord de la France, rattaché à l'administration militaire de Bruxelles, où les contraintes ont été particulièrement nombreuses.

J'ai été attiré par l'histoire contemporaine au cours de mes études à Sciences Po grâce à des professeurs comme Jean-Pierre Azéma, Serge Berstein, Michel Winock, René Rémond. Les années 40 m'ont semblé les plus intéressantes à étudier du fait à la fois de leur complexité mais aussi des enjeux qu'elles continuent de soulever aujourd'hui. J'ai été profondément marqué par les travaux de la génération d'historiens, qui dans les années 1980-1990, ont porté un regard neuf sur cette période, insistant notamment sur ses ambivalences et ses zones grises.

À ma sortie de Sciences Po, j'ai décidé de m'orienter vers des études d'histoire, en passant l'agrégation et en réalisant une thèse sur le marché noir sous l'Occupation dirigée par Jean-Pierre Azéma, qui a été publiée en 2008 aux éditions Payot. Cette question du marché noir me plongeait au cœur d'une histoire économique et sociale de la période assez peu abordée jusqu'alors. Pendant plus de dix ans, j'ai mené en parallèle à la fois une carrière d'enseignant dans le secondaire (professeur au lycée Olympe de Gouges à Noisy-le-Sec) mais aussi dans le supérieur (chargé de conférences à Sciences Po Paris) tout en continuant à mener des recherches. Dans la continuité de ma thèse sur le marché noir, j'ai d'abord poursuivi des recherches